

la
Gueule ouverte



Combat Non-violent
Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile

SONDAGE EXCLUSIF:

**COMMENT
VONT VOTER
LES "VERTS"
AU SECOND TOUR ?**

VOIR PAGE 2

COMMENT VONT VOTER LES VERTS
AU SECOND TOUR ?

COMME ÇA



L'heure est grave ! Le monde entier halète, l'œil fixé sur les écologistes. Où vont se reporter les voix vertes au second tour ?

D'abord un rappel : aux dernières municipales de 77, la plupart des écologistes avaient voté à gauche. Non pas qu'ils estiment que la gauche est à gauche, non ! Les verts n'ont en général qu'une confiance très limitée dans les appareils de la technobureaucratie, les futurs gestionnaires des aspirations populaires. Mais ils ont une aversion encore plus profonde envers la droite qui a bétonné et nucléarisé le territoire depuis vingt ans, massacrant la nature, exploitant le pauvre peuple, pour un profit maximum à court terme.

Aux législatives de 78, les écologistes se sont présentés en position «d'arbitres» avec leurs trois à cinq pour cent. Ils ont ébauché un programme décentralisé qui est aux antipodes de tous les programmes politiques de leurs adversaires. Aucun parti - voir notre dossier en pages 9, 10 et 11 - n'a encore examiné sérieusement les revendications écologistes, une autre croissance pour d'autres besoins, d'autres rapports humains dans un monde moins crispé, où le travail ne sera plus, avec la patrie et la famille, la valeur cardinale. En toute logique les voix vertes au second tour devraient aller à l'abstention. Mais, mais...

Entre la droite et la gauche, un choix est-il à faire ? Ecologie 78 n'a pas donné de consignes de vote ? Notre journal n'en donnera pas davantage. Les électeurs, informés, conscients, sont des adultes très capables, mais si, mais si, de faire un choix tout seuls, comme des grands.

Nous allons donc prendre la chose avec le sérieux qui s'impose dans ce genre de consultations où l'élec-

teur, sondé, tripoté jusque dans l'intime de sa conscience, sollicité, sommé, commandé, est traité finalement comme un gamin : si tu votes bien, t'auras une sucette !

SUR CENT ECOLOGISTES CONSULTÉS (par téléphone) :

- 2 nous ont déclaré n'avoir rien à déclarer en l'absence de leur avocat.

- 7 dans un état éthylique avancé suite à une ingestion prolongée d'alcool de riz complet, nous ont demandé quel jour on était.

- 10 avouent qu'ils vont voter à droite en raison de la taxe que la gauche veut instituer sur les grosses fortunes supérieures à 250 millions de centimes et aussi parce que leur femme tient le revolver d'une main ferme...

- 1 attend pour se prononcer qu'un radical de gauche ait répondu à son annonce «chéri je t'aime» de Libé

- 69 voteront à gauche pour changer de têtes de turc et parce que Barre et Chirac c'est vraiment plus possible, mais les chars russes massés à la frontière allemande les inquiètent.

- 9 s'en foutent complètement, ont perdu leur carte d'électeur, sont fichés par la police et n'auront jamais l'autorisation d'aller voter, d'ailleurs ils sont radiés des listes.

- 2 ne répondent jamais aux sondeurs pour foutre la pagaille dans les sondages et augmenter le taux d'infarctus du myocarde dans la classe politique.

Résultat : il est impossible de dégager scientifiquement une tendance très nette. Mais la confiance ne règne pas. Finalement, ce sondage confirme la baisse de crédibilité du vieux monde et un certain nihilisme, dont-on se demande le pourquoi et le comment, vu les efforts des dirigeants !!!

A.

VA-T-ON GÉRER LES AUTONOMES ?

Les élections ne dispensent pas d'une réflexion sérieuse. Entre autres lieux, lors du premier week-end de mars, nous avons rencontré celle-ci à Celles-sur-Belle, en plein Poitou. Au CPO (voir encadré). Au programme : qu'est-ce que la société productiviste, et comment en sortir ? Pas de doute, c'est d'actualité.

Ils sont une vingtaine : membres des groupes écologiques de Niort et de Poitiers, enseignants et étudiants pour la plupart, mais aussi paysans-travailleurs. Un vieil anar pacifiste (ses semblables sont assez nombreux dans la région : quand ils se réunissent, ils se retrouvent à 80, 90) y voit, heureux, comme un nouveau surgen de sa tradition. En face d'eux, ou plutôt au milieu, Jean-Pierre Dupuy, sociologue et économiste. Il a travaillé avec Illich au Mexique, à Cuernavaca. Avec Jean Robert, un autre Français qui vit encore là-bas, il a écrit un livre, *La trahison de l'opulence* (1), une critique du discours «économiste» dominant. Discours qui n'est que la caricature de la façon dont l'homme industriel se rapporte aux autres hommes, à l'espace et au temps. C'est ce livre qui servira de base aux analyses et aux discussions du week-end. Au bout du compte, il s'agit de comprendre la raison d'être de ce qu'on appelle les nouveaux mouvements sociaux (en premier lieu l'écologie) et d'avancer dans l'appréciation de leur rôle politique.

Autonomie et hétéronomie

Noyau central de la critique par Dupuy et Robert de la société productiviste : la distinction entre le «mode de production autonome» (autonomie : le mot est d'actualité) et le «mode de production hétéronomie». S'y trouve reprise la distinction classique, en particulier chez Marx, entre l'usage et l'échange, mais étendue à l'ensemble des activités humaines, notamment à celles que la «nouvelle croissance» s'assigne en objectifs : la production de biens «immatériels», autrement dit de «services». On peut travailler en fonction de buts et avec des moyens qu'on s'est donnés (autonomie) ; on peut aussi louer sa force de travail à des organisations dont les visées et le fonctionnement vous échappent (hétéronomie). De même, est-ce moi qui guéris, ou mon médecin qui me guérit ? Est-ce moi qui apprends, ou suis-je éduqué au sens où je reçois une information obligatoire de la part de gens qui sont là pour ça ? Est-ce que je me déplace, ou est-ce que je suis transporté ?

Médecine, éducation, transport : on reconnaît les thèmes d'Illich, mais traités de façon plus analytique, et intégrant davantage un certain nombre d'apports marxistes. Parce qu'il s'en remet à des institutions pour qu'elles produisent ce qu'il ne fait plus par son action personnelle («tertiarisation» de l'économie), les relations de l'homme à lui-même et à son environnement (la santé par exemple) deviennent des choses, sont intégrées à la sphère de la marchandise. C'est le règne totalitaire de l'économiste. L'extension à l'infini de sa comptabilité, sa volonté de tout comparer à tout au travers de sa grille monétaire, unidimensionnelle, va de pair avec la disparition des valeurs d'usage : comment chiffrer les services que les amants se rendent ? L'entrée de tout dans la logique abstraite de l'équivalence est le début d'une dépréciation généralisée, comme si dire d'une réalité qu'elle n'a pas de prix, parce qu'on y est attaché, parce qu'on l'aime ou la trouve belle, signifiait que son prix est nul.

A ce point de l'analyse, Dupuy propose

un deuxième concept : celui de «seuils» au-delà desquels la production de valeurs d'échange paralyse toute autonomie. Cercle de mort, d'appauvrissement de l'existence. Car plus l'autonomie est paralysée, plus on fait appel à l'hétéronomie. Plus, par exemple, on médicalise (2). On en est aujourd'hui arrivé à admettre de façon tout à fait courante que les échecs dans la vie conjugale ou scolaire, que les problèmes de mal-être dans leur ensemble, devaient vous conduire dans le cabinet du médecin. C'est ainsi qu'il existe une «soupe» d'un laboratoire Toraude «pour traiter le mal des grands ensembles» ! Résultat : les vraies raisons du mal sont de plus en plus dissimulées, et l'individu s'aliène dans une impuissance grandissante. Véritable castration de ses facultés qui lui interdit de multiples jouissances.

L'espace-désert

La jouissance de l'espace, par exemple. Si je me déplace à pied ou à vélo (tiens ! ça n'est donc pas loufoque ces manifs à vélo ?), donc à vitesse réduite, je suis sensible aux différences, à la diversité des paysages, les lieux ont un relief. L'espace que j'habite ainsi de mille manières et que je m'approprie en conversant avec lui a un sens, nous échappons ensemble à l'insignifiance. Mais qu'en est-il dans un «jet» ? L'espace qui entoure la carlingue m'est indifférent. Il n'est qu'un point neutre dans un vide intermédiaire entre l'aéroport de départ et celui d'arrivée. L'automobiliste du 1er août, sur la route des vacances, a la même absence de rapports aux régions traversées. Ainsi, le système hétéronome du transport fabrique du désert dans la mesure même où il rend accessible.

A la limite, l'espace entier devient intermédiaire, une parenthèse que remplit seulement le transport. C'est ainsi que Los Angeles consacre 60 % de son sol à l'automobile, pour la faire circuler, la garer, l'entretenir, pour la vendre et pour l'acheter, pour l'abandonner. Donc espace annulé. Pensez à une publicité récente de la Swissair qui, dans une seule image, juxtaposait les plus beaux quartiers des plus belles villes d'Europe avec cette légende : «Grâce à nous, l'Europe est réduite aux dimensions d'une ville». Pour la jet-set, le monde entier est présent... dans un aéroport. Au terme, c'est le «village global» à la Mac Luhan, grâce aux télécommunications, le mythe de la «société informationnelle» : substitution de l'information à la connaissance, communauté illusoire sous les apparences d'un «contact» facile. Sous le masque d'une décentralisation généralisée, l'hétéronomie est totale.

Le contraire de la communication. Celle-ci, en effet, ne peut se faire que dans le cadre d'une culture, de symboles (langage, art, rituels) reconnus, qui donnent sens à des comportements qui autrement seraient informés, incohérents. Or la demande de substituts marchands désymbolise la vie, la rend triviale. Ce n'est pas par hasard qu'on parle d'«autonomisme» à propos des mouvements régionalistes : ils revendiquent des identités culturelles. Que peuvent devenir celles-ci dans une société où les transports absorbent plus du quart de l'énergie consommée, où la plus

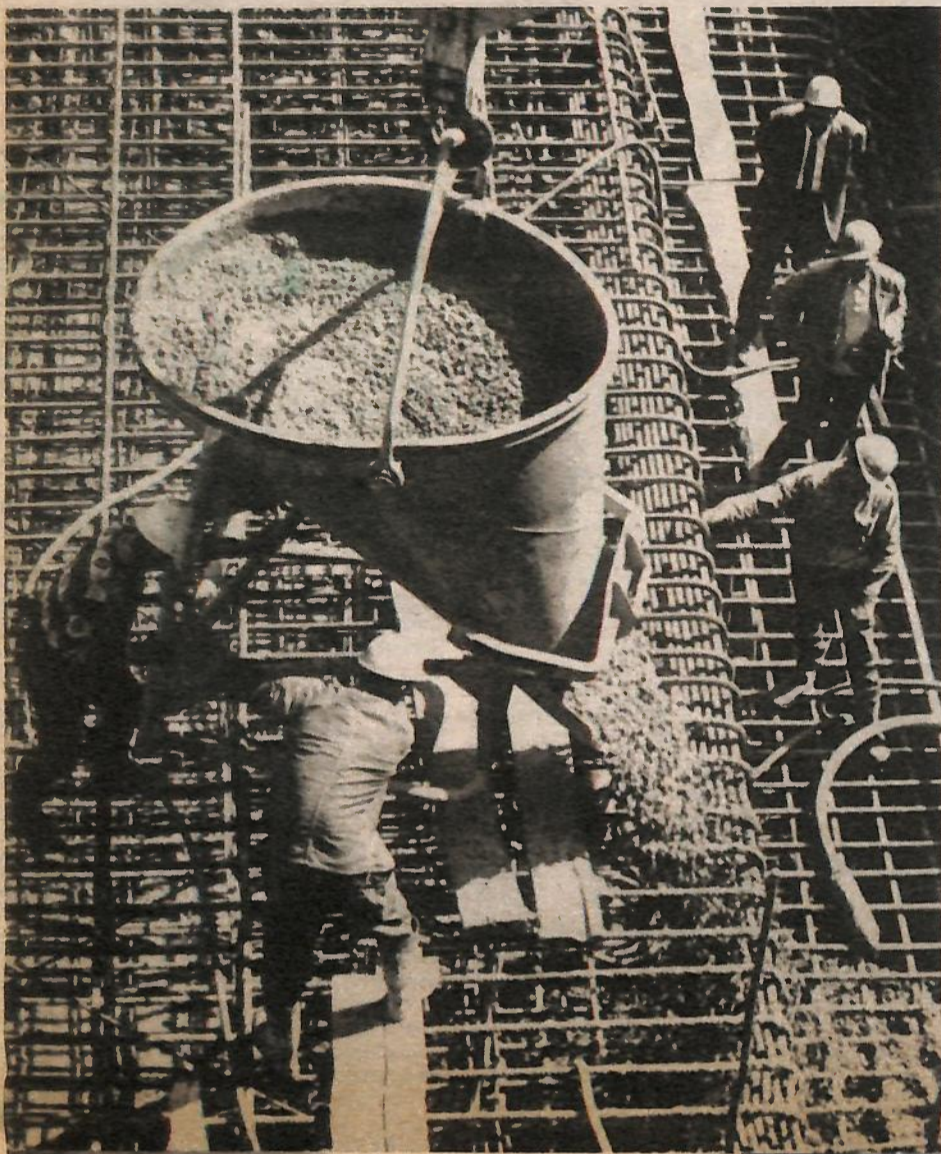


Photo Pierre Gallocher

grande part de l'énergie utilisée pour la production de nourriture l'est au conditionnement et au transport ? Dans une telle situation, écrit Dupuy, «l'appréhension symbolique de l'environnement fait place à la logique abstraite de l'équivalence de toutes les marchandises entre elles». Voir les rayonnages des supermarchés.

Contre-productivité

Troisième concept : celui de contre-productivité. Structurelle d'abord. Il a été amplement démontré (voir, chez Illich, la «iatrogenèse») que, au-delà de certains seuils, le développement de la médecine institutionnalisée entraîne, de façon nécessaire, une diminution de la santé. De même Dupuy et Robert ont prouvé, que l'automobile est «chronophage» : loin de faire gagner du temps à son «usager», elle lui en fait perdre. C'est ainsi, par exemple, qu'un contremaître d'une ville moyenne, parcourant 15 500 km par an avec sa Peugeot 404, lui consacre 1 550 heures dans l'année, soit plus de 4 heures par jour. Or ce temps, de travail ou de déplacement, est du temps mort !

C'est ainsi que l'hétéronomie fait se retourner la société productiviste contre elle-même. Ce qu'elle promet - plus de temps «libre» par exemple - ne cesse de devenir de plus en plus inaccessible. C'est donc elle qui mérite le nom de «société de subsistance», et non celles que l'on appelle «primitives» et qui n'accordent à leur survie, comme l'a montré Sahlins, que trois ou quatre heures par jour. On peut aussi parler à ce propos d'une contre-productivité par encombrement. Nous touchons ici à une question d'une brûlante actualité électorale : celle de l'accès, inégal ou égal, des divers groupes sociaux au «gâteau national», c'est-à-dire à ce qui est produit par les systèmes hétéronomes.

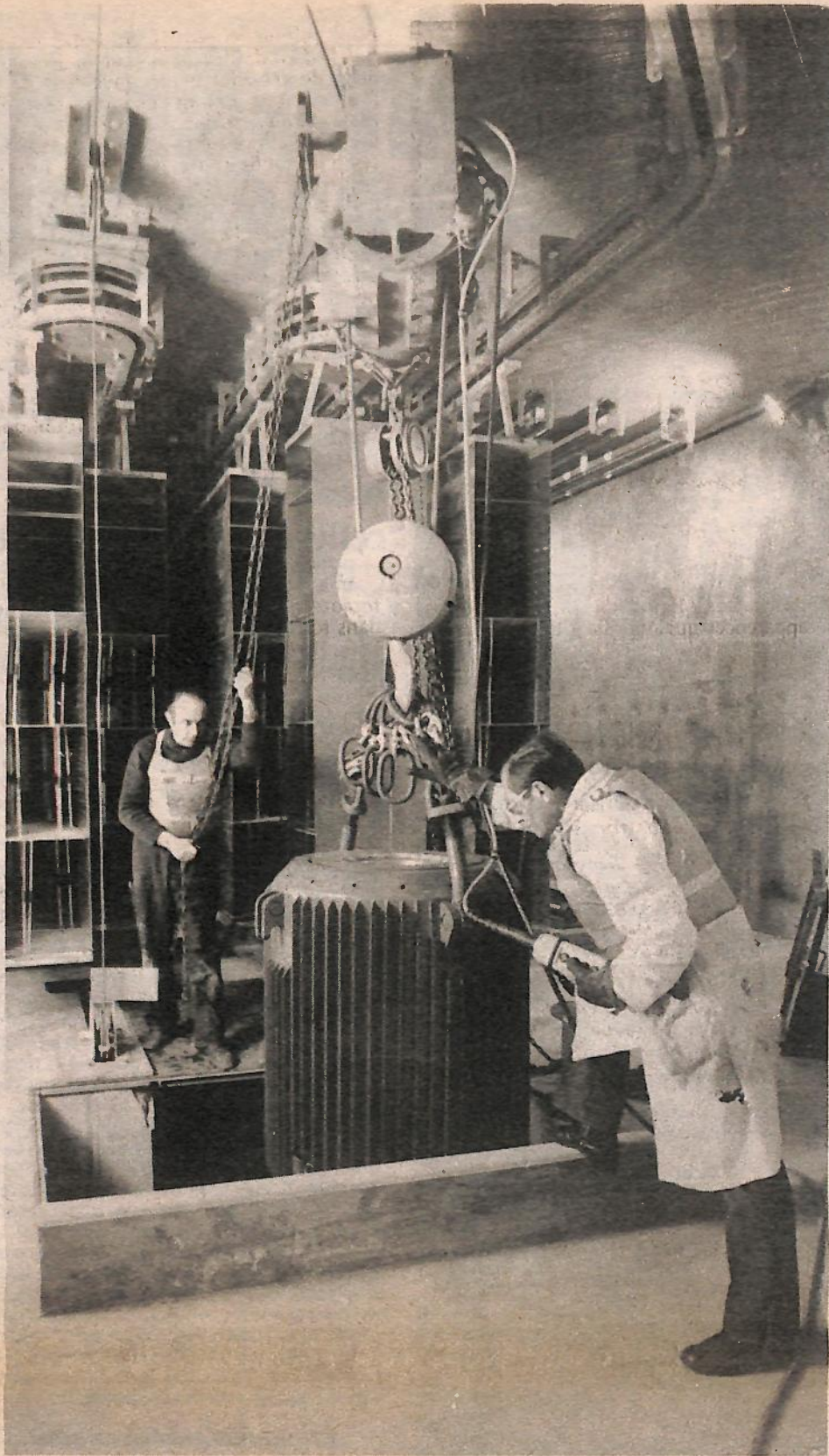
Raisonnons. Dans notre société ainsi soumise à l'abstraction de la marchandise, où la richesse est dans le toujours plus, les produits perdent leur qualité, se banalisent, dès lors qu'on y accède. Il faut donc produire autre chose - une nouvelle source d'inégalité - qui, à son tour, se banalisera, et ainsi de suite. C'est le moteur même de notre économie. C'est aussi la raison de sa crise. Pour en sortir, une seule voie : rompre avec sa logique. Il ne s'agit pas de rendre les transports gratuits, mais d'en finir avec l'hétéronomie que le transport, dans ses tenants et ses aboutissants, véhicule. Certes, des gestionnaires très autoritaires peuvent mettre des limites à cette hétéronomie-là : mais c'est au prix d'une autre, politique celle-ci. Qui peut rompre alors ? Nous. Tel est bien le problème : le fascisme ou l'autonomie.

Autonomie : c'est toute la question du rapport des mouvements sociaux avec la politique. Ces mouvements (femmes, jeunes qui refusent le travail aliéné, régionalismes, écologie) se sont constitués à partir d'un «ras-le-bol», comme refus concrets des différentes facettes de l'hétéronomie. C'est en cela qu'ils se distinguent des partis politiques dans leur ensemble, de leurs pratiques et de leurs programmes. Ainsi que du mouvement ouvrier devenu «traditionnel» dans la mesure où, cessant de mettre à l'ordre du jour l'abolition du salariat et la destruction de l'État, il s'enferme toujours plus dans des revendications d'aménagement interne du système.

Biologie et politique

Et c'est ici que les sessionnaires de Celles-sur-Belle, le précédent week-end, s'empoignèrent. Pour sa part, Jean Pierre Dupuy proposa de fonder ce rapport de l'autonomie et de la politique sur le modèle qui se dégage du renouveau épistémologique des sciences du vivant, renouveau né de la crise du déterminisme (3). Prenez un cristal d'eau (la neige). Soumettez-le au «bruit», dans le cas à la chaleur : son ordre disparaît, il fond. Le vivant, lui, a la double capacité de paraître ordonné et de résister à des agressions : il peut assimiler le «bruit», l'aléatoire, en modifiant sa structure. Cette auto-organisation faculté qu'a la vie d'intégrer les agressions pour fabriquer une plus grande complexité, est le contraire de l'entropie. Elle suppose donc un désordre dans l'ordre. Analogie avec la société productiviste : la structure est bien ce qui y détruit la structure, ce qui la rend vulnérable, la volonté de maîtrise totale (totalitarisme) aboutit à la paralysie. Il y a du reste bien longtemps qu'on a pu démontrer qu'une chaîne de montage ne marchait que dans la mesure où les ouvriers désobéissaient aux contremaîtres.

On voit ainsi tout l'intérêt que des politiques réformistes peuvent trouver dans les mouvements sociaux, ce désordre. C'est ce qui distingue Giscard de Chirac. Mais la question se pose aussi, quoi qu'il en



soit des intentions de tels ou tels, au sujet d'une aile du PS, qui parle précisément de «nouvelle politique» dans la mesure où elle cherche à y intégrer ces nouveaux mouvements. Outre la revue Faire, elle dispose d'un homme d'État (Michel Rocard) et d'un important support logistique : de presse (le Nouvel Observateur), syndical (la CFDT), de réflexion (Esprit nouvelle manière). Le débat y tourne autour des notions d'«expérimentation sociale» et d'«autogestion». Et la question est celle-ci : s'agit-il là d'ouvrir à l'autonomie la totalité de l'espace, ou de lui accorder quelques «trous» bien circonscrits, pour que son effervescence contribue à la venue au pouvoir de spécialistes «modernes» ? Qui aura le pouvoir ? Ceux-là mêmes qui produisent le «bruit», ou d'autres qui, l'assimilant à la structure qu'ils contrôlent, continueront à le tenir, et d'autant mieux qu'il sera rénové ? Y aura-t-il encore dualité entre un État occupé par des gens «sérieux» et une base en expérimentation limitée ? Il est significatif, de ce point de vue, que les propos tenus par certains de ces socialistes, lors d'un colloque organisé l'an passé par Faire et le Nouvel Observateur, entre le PS et les écologistes, aient fait penser à... une hétérogestion de l'autonomie !

On le voit : les problèmes débattus en ce dimanche de mars, à quelques kilomètres du Marais poitevin, sont bien ceux qui se posent à l'ensemble du mouvement écologique. La droite, toute la droite, c'est clair, nous n'avons rien à voir avec elle. Rien à voir non plus avec le PC en tant que tel, ni avec la vieille social-démocratie. Mais c'est aussi à l'égard de cette gauche «nouvelle vague» et intelligente, à l'heure où elle va peut-être inaugurer le processus de son accession à la conduite des affaires, qu'il nous faut être vigilants. Et rester autonomes !

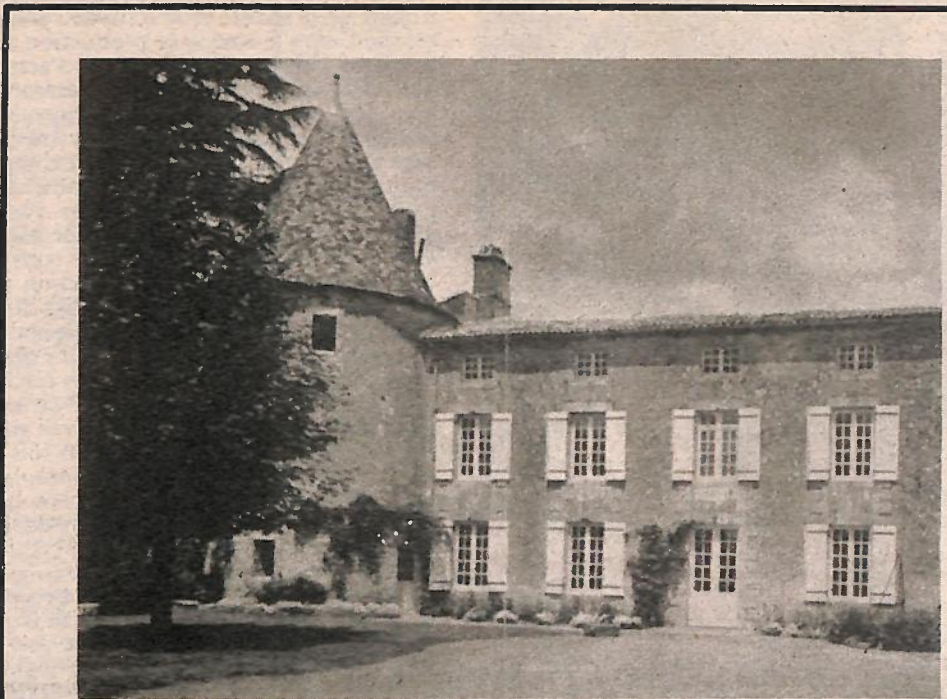
Paul Blanquart.

Notes

(1) Jean-Pierre Dupuy et Jean Robert, *La trahison de l'opulence*, PUF, 1976, 256 pages, dessins de Konk.

(2) A ce sujet, voir un autre livre de J.P. Dupuy, écrit avec Serge Karsenty, *L'invasion pharmaceutique*, Seuil, 1974. Et aussi, bien sûr, Ivan Illich, *La Némésis médicale*, Seuil, 1975. Ainsi que Michel Bosquet, *Écologie et Politique*, chapitre sur «Médecine, santé et société», éd. Galilée, 1975.

(3) Il s'agit des travaux qu'Edgar Morin s'efforce de synthétiser dans *La méthode*, I. *La nature de la nature*, Seuil, 1977. Parmi eux, surtout ceux de Heinz Von Foerster, de Francisco Varela et de Henri Atlan. De ce dernier, voir *L'Organisation biologique et la théorie de l'information*, Hermann, 1972, et *Le cristal et la fumée*, Seuil, 1978.



Le CPO en Poitou-Charentes

A Celles-sur-Belle, vingt kilomètres à l'est de Niort, le Centre Protestant de l'Ouest (CPO) est un lieu de libre parole où passent chaque année, en week-ends ou sessions de trois à huit jours, plus d'un millier de personnes. Si lors de sa fondation, en 1961, ses activités étaient surtout orientées en direction des croyants insatisfaits de leurs Églises s'y est fortement développée à partir de 1968 une fonction d'analyse critique de notre société, en liaison avec des pratiques militantes.

La liste des thèmes abordés et des animateurs invités est de ce point de vue

très éloquent : lecture politique du quotidien, analyse institutionnelle, mise en question du modèle de développement (l'année 74-75 a été tout entière articulée autour du thème «croissance-armée-fascisation»), critique des appareils politiques et du pouvoir d'État etc. Depuis février de cette année et jusqu'en mai - et en plus de celle dont il est parlé ci-contre - se succèdent des rencontres sur l'évolution de la région Poitou-Charentes, sur la doctrine de la sécurité nationale et ses implications, sur le mode d'exploitation du travail paysan, sur la guerre du Sahara occidental. Les locaux du CPO sont égale-

ment utilisés par les paysans-travailleurs de la région (deux d'entre eux font du reste partie de l'équipe responsable du centre) et par le groupe «Développement-Tiers Monde» des Deux-Sèvres.

Vivre au pays

En ce moment, on réfléchit beaucoup au CPO sur ce que pourrait être une vie culturelle en Poitou-Charentes. Participent à cette réflexion le CARUG (Comité d'Action Rural et Urbain de la Gâtine), les Maisons pour tous de Niort, les adjoints à la culture des nouvelles municipalités socialistes de la région, et l'UPCP (Union pour la culture populaire poitevine en milieu rural). Cette dernière a monté, voici deux ans un remarquable spectacle en plein air : la Geste paysanne, présentée comme «l'histoire exemplaire des absents de l'histoire», l'histoire bien présente de ceux qui font œuvre essentielle de paix par la production de nourriture et l'entretien de la nature : les paysans. Pendant neuf soirées, de 22 h à 01 h, l'enclos de 3.000 places était comble : 27.000 spectateurs ! L'UPCP participera les 27 et 28 mai prochain à la fête du CPO, sur le thème : «Vivre au pays».

En ce moment, le CPO est menacé. L'église protestante régionale, qu'il dérange, voudrait le récupérer. Il cherche donc activement les moyens qui lui assureraient une autonomie complète. Si vous pouvez y contribuer, contactez son animateur : Jean-Pierre Charpié, CPO, 79370 Celles-sur-Belle, tél. (49) 26-80-44. Vous saurez tout quand je vous aurai dit qu'il y a là quatre salles de travail, une aire de jeux pour enfants et adultes, une garderie d'enfants, une salle à manger pour 80 personnes, 50 lits... et la campagne poitevine. Et surtout, un étonnant climat de liberté.

la solidarité, ça existe !

Témoignage de Michel Grandjean

Isabelle,

Je m'adresse à toi car c'est toi que je connais le plus dans l'équipe. Voilà, depuis longtemps déjà, de nombreux lecteurs de la G.O., parmi le courrier que je reçois me demandaient de donner des informations dans les colonnes de votre journal, par exemple. C'est difficile à expliquer, mais j'hésitais. Au début, je préférais répondre directement aux gens qui m'écrivaient, et puis... il y a eu plus de trois mille lettres ! Et pourtant les mois passaient et beaucoup de gens me reprochaient, gentiment, mon silence, et me proposant donc de donner des nouvelles sur la plainte, le mouvement contre les grenades, et même sur ma santé ou ma situation matérielle. Mais, d'abord j'étais un peu « gêné » de faire ça, comme cela publiquement, et surtout je voulais attendre d'avoir de « bonnes » nouvelles à donner, et comme à certains égards c'était pas tout à fait le cas...

Mais, voilà, c'est fait, j'ai ENFIN ma thèse. Ça n'est pas le Pérou, d'abord parce qu'ils se sont un peu foutu dedans au moulage, (mais c'est souvent le cas, paraît-il, pour la première), et puis aussi parce que la cicatrisation définitive traîne

toujours encore un peu. Mais je l'ai, c'est le principal.

Et surtout, une bonne nouvelle, qui elle touche tout le monde : il y a, malgré les apparences quelquefois, de quoi être tout à fait optimiste dans notre société, ou du moins sur bon nombre de gens qui la composent. Pendant ces sept mois, des amis inconnus pour la plupart, et de tous les coins de France, nous prouvent à Béatrice et moi, qu'une autre société est possible où le mot « solidarité » reprend son vrai sens, ni politicard, ni « national ». Et ce furent des lettres, des cartes, des gâteaux, des fleurs, des dessins, des jouets et des habits pour Antoine, des confitures, etc, mille attentions anonymes. Et très souvent, des gens qui au départ précisaient « ne pas s'être penchés sur la question du nucléaire voire de l'écologie » ; des gens qui depuis le 31 juillet se sentaient brutalement « concernés ». C'est idiot à dire mais ça fait du bien quelque part. Et puis il faut que j'avoue une chose qui me gêne un peu, mais beaucoup m'ont demandé ce qu'il en était.

Notre situation matérielle ? Et bien, tiens-toi bien Isabelle, sans tous ces amis, non seulement j'aurais perdu une jambe, mais

nous aurions en plus perdu notre ferme. Car tu t'en doutes, ce n'était ni un « accident du travail », ni un « accident de la route », donc pas de pension, rien. Et cette ferme achetée à crédit, et il y a deux ans en « société », donc sans assurance-crédit obligatoire, nous nous retrouvions sans rien, sauf les indemnités journalières de la sécurité sociale, et ça n'aurait pas fait assez. Or je ne peux toujours pas reprendre mon travail, et Béatrice a dû quitter son emploi à l'étranger pour s'occuper de notre bébé, et de tout le reste ici à la ferme. Que serait-il arrivé sans tous ces amis qui nous aidèrent ? Je crois qu'alors là vraiment, Janin aurait « gagné »

Alors si je veux dire aujourd'hui MERCI, même sous la pire des formes (publiquement) c'est que je crois que savoir cela, pour les amis qui vous lisent, leur fera le même bien qu'à moi, leur donnera ce qu'il faut appeler le « moral ».

On me demande aussi de faire le point sur le procès et la campagne sur les grenades. Emmanuel Michalon et moi continuons toujours de recevoir des appels signés dans tous les coins de France, et même de l'étranger. Et certains s'activent d'aller « tirer les oreilles » aux futurs députés pour qu'ils se prononcent. Du coup à l'heure actuelle, P.C., P.S., M.R.G., et même quelques centristes sont prêts à voter un projet de loi dans ce sens, et ont même rédigé et déposé un texte de proposition. Hélas, l'initiative de l'ordre du jour du parlement appartient au gouvernement et c'est lui qui décide de mettre ou de ne pas mettre telle proposition de loi « à l'ordre du jour » et donc de le mettre au vote. Nous allons donc continuer d'accrocher un mouvement d'opinion pour y forcer le gouvernement. Après tout il a le droit d'être contre mais pas d'empêcher un vote. Ici il faut que je précise que ce n'est pas le seul but de cet appel. L'objectif de cet appel est au moins autant dans la CIRCULATION même du texte, et les réflexions qu'il entraîne dans toutes les catégories de la population, et secondairement dans la classe politique. Quant à ceux qui ont hurlé à la naïveté voire à l'imbécillité, je dirai ceci : le fait que la

police ne puisse pas tirer à vue par balles comme elle en a envie dans les manifestations, (comme en Tunisie), est pour moi plutôt une bonne chose. Il ne s'agit évidemment pas « d'aménager la répression, ou de l'humaniser » comme l'ont dit certains purs et durs, il s'agit de tout faire pour ne pas accepter n'importe quoi sous prétexte que les grenades sont un peu dans « la logique » du système. Ça me fait une belle jambe de savoir ça.

Mais passons. Quant à ma plainte, l'instruction suit son cours, lentement mais sûrement, car c'est hélas bien long, mais je crois que pour une fois ça va valoir le coup d'être patient.

Enfin, certains m'ont souvent sollicité soit pour des prises de position soit même récemment pour les élections. Alors je tiens à dire ceci : j'accorde trop de valeurs aux sentiments et en particulier à ceux que beaucoup ont éprouvés à la suite du 31 juillet, pour les faire « jouer », comme au fond on me le demandait, au profit d'autre chose même (et surtout ?) de la politique ou d'une « cause » électorale quelconque. Pour moi cela aurait frôlé la manipulation... Donc pas question pour moi d'être candidat, ou en tête d'une manifestation commémorative quelconque. Par contre, si autour de Malville, ou d'une centrale de ma région, des habitants de communes proches, s'organisent pour mettre sur pied des installations permettant de résoudre concrètement le problème de l'alimentation en énergie de leur village (au pied de Super Phénix !), alors je suis partant, du moins d'ici quelques mois.

Voilà, en attendant, je vous embrasse tous.

Michel ■

P. S. : Un service : si certains d'entre vous pouvaient me fournir du travail à domicile, physiquement à ma portée, genre : câblage d'armoires de régulation par exemple ; ou petits travaux plastiques notamment polyester... et... alors là ce serait bien !



il est interdit de marcher sur la pelouse

Silhouette familière que celle du gardien du square... Pour nombre de citadins, les ouvriers des jardins publics font plus souvent figure de flics chargés de faire respecter l'interdiction de marcher sur les pelouses que de jardiniers. L'interdiction de marcher sur les pelouses que des jardiniers artistiquement occupés à faire pousser les plantations. Une image de marque qui n'est pas rehaussée par l'obligation qu'on leur fait de ramasser les feuilles à l'automne et les papiers gras toute l'année. « Sur onze mois de travail, on peut dire qu'on fait vraiment du jardinage pendant quinze jours, sauf pour ceux qui travaillent au centre horticole de Rungis » déclare un délégué CFDT des services publics parisiens des parcs et jardins.

Une situation qui ne va pas en s'améliorant. La CFDT rappelle que Paris compte seulement un mètre-carré d'espaces verts par habitant et encore, en incluant les cimetières et les arbres d'alignement qui bordent les avenues. Quand il y a un espace disponible, on n'en profite pas pour y planter de la verdure, loin de là. Et quand par extraordinaire un espace vert est prévu, comme aux Halles et à la Villette, il est remis aux calendes grecques ou réduit à la portion congrue.

Il n'est pas question de faire ici l'apologie des espaces verts, squares à vieux, jar-

dins à tas de sable, parcs à promenade du dimanche, toujours alibis de la concentration urbaine. Mais ceux qui y travaillent ? Ils sont deux mille à Paris, rémunérés par la ville, et curieusement les seuls travailleurs de la nature dans un département (Seine) qui compte deux millions et demi d'habitants. Ils gagnent au minimum 1 900 F. par mois, 3 000 F. en fin de carrière et sont en majorité qualifiés à l'excès pour le travail qu'on leur fait faire : le concours qui permet d'accéder à la qualification est très difficile. Une profession qui attire nombre de jeunes, parce qu'en effet, elle pourrait être intéressante et sympathique. La réalité est autre.

Les conditions de travail se détériorent parce que là comme ailleurs on assiste à un démantèlement du service public au profit du secteur privé : la ville de Paris envisage sans frémir de céder le nettoyage des tombes à des entreprises... Sauvageons le Père Lachaise. La pollution aussi fait beaucoup de mal aux jardiniers : les produits phytosanitaires sont toxiques, les feuilles des arbres sont saturées des fumées de voitures. « Personne ne veut parler de ce problème, la voiture, même les partis de gauche » dit encore un délégué.

Sans parler des agressions, tout le monde sait que les jardins publics sont particulièrement indiqués pour les mauvais coups et le pauvre gardien, surtout s'il a un uni-

forme (mais rien pour se défendre) est une victime toute désignée.

Tout cela pose le problème de la vocation des jardins publics « une conception meilleure pourrait pallier à ces inconvénients. Il faudrait qu'on ne soit pas isolé, qu'on soit en liaison avec l'urbanisme, les transports et surtout les usagers. Par exemple, il faudrait des jardins pour les vieux, pour les gosses, pour les sportifs, sans pour autant qu'il y ait une ségrégation. Les terrains d'aventure, c'était une bonne idée. Et surtout, il faudrait des jardins plus grands ».

Il y aurait, c'est sûr, des tas de choses à faire avec ces jardins publics. Ce n'est pas une question dérisoire pour des milliers de gens qui n'ont pas d'autre endroit où aller pour respirer. Mais le jardin cesserait d'être synonyme de contrainte si les usagers eux-mêmes participaient à sa conception, à son entretien. Les gens balanceraient peut-être un peu moins de papiers gras et les ouvriers pourraient alors faire ce pour quoi ils sont là : faire vivre les plantes. « Il n'y a que les enfants qui s'intéressent à ce qu'on fait, ils viennent nous poser des questions, nous regarder travailler ».

Nous aussi on pourrait regarder les gardiens de square autrement.

C.D ■

Le ramasse-miettes

LE SCANDALE DES «SECTIONS D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE»

Je suis obligée de constater l'injustice insupportable faite à toute une catégorie d'enfants malmenés à l'école. Pas n'importe lesquels ! quand on ouvre leurs dossiers scolaires et d'orientation : enfants de travailleurs, enfants d'immigrés, enfants de familles en difficulté. Tous sont éjectés du circuit normal dans les classes-poubelles, tous sont décrétés «handicapés socio-culturels» et débiles, et sont condamnés aux classes de perfectionnement, sections d'éducation spécialisée, instituts médico-pédagogiques, centres de rééducation ; ils ne pourront plus s'en échapper. Dépités («à risques» dès la naissance avec le système GAMIN, tirés par le projet A.D.A.S.S. puis sélectionnés une troisième fois par le dossier scolaire, ces jeunes se font happer par la Commission Départementale de l'Éducation Spéciale qui a tout pouvoir pour gâcher leur avenir. Tout est prémédité et mis en œuvre pour tenir à l'écart toute une population.

Cette Commission Départementale d'Éducation Spéciale est une institution criminelle. Aussi j'accuse le ministère de la Santé, comme le ministère de l'Éducation Nationale (qui ont mis en place les C.D.E.S. le 22 avril 1976) d'organiser le génocide social de la moitié des Français, en faisant des assistés et des handicapés.

Je suis enseignante dans une «S.E.S.» de Montmorency dans le Val d'Oise. Mes élèves ne sont pas des malades, des fous ou des débiles. (...) Vous leur imposez une langue livresque complètement étrangère à la langue parlée dans leur milieu. Non contents de mépriser leur expérience, leur parler, leur richesse différente, vous les punissez de ne pas respecter vos règles rigides, en leur octroyant l'avenir rebut des S.E.S., des C.C.P.N., des C.P.A., des C.F.A. Les élèves ne sont pas dupes de l'injustice qu'on leur fait. Ils n'attendent plus rien de cette prison malhonnêtement appelée «classe», de cette hypocrisie pédagogique et de ce gardiennage scolaire entre quatre murs obligatoires.

Aussi je les libère : je choisis de faire éclater les structures de votre école. Je ne vous obéis plus quand il s'agit de brimer et d'éliminer. Je déclare que tout enseignement sera facultatif pour mes élèves, qu'ils pourront choisir d'apprendre en dehors tout ce qui les intéressera, eux, pas vous ! Je serai là pour leur permettre ce que l'école ne veut jamais autoriser : se prendre en charge, devenir responsable, connaître ses droits, et se défendre contre toute autorité abusive.

Pour commencer et d'un commun accord, nous avons choisi nos horaires sans gêner la bonne marche de l'établissement. Et nous sommes sortis, au marché, à la Mairie. La «Maison pour Tous» met à notre disposition les équipements dont elle dispose. Car vous le savez bien ! pour les S.E.S., pas de matériel, pas de prof. de gymnastique, pas de prof. de travaux manuels. Par contre le sous-directeur des S.E.S. veille à ce que nous restions dans le moule obligatoire : il veut empêcher les équipes de sortir ou retient les élèves prisonniers, en classe après les heures de cours. (...) Vos très zélés inspecteurs, directeurs sont les garants policiers des bonnes manières éducatives.

Ils refusent toute autonomie réelle à ces jeunes de 13 et 14 ans, qu'ils jetteront pourtant sans scrupules très bientôt à la rue, à l'âge légal prévu pour se débarrasser d'eux !

(...) Je dénonce aujourd'hui l'existence même de ces classes. L'enseignement spécialisé est un crime que je dénonce de toutes mes forces et par tous les moyens. Je ne serai complice ni par une quelconque coopération, ni par mon silence.

Les filières spécialisées sont un scandale, et les gouvernements qui les cautionnent, qu'ils soient de droite ou de gauche, en portent la responsabilité.

Source : Madame Alezrah Institutrice en S.E.S. au C.E.S. Pierre de Ronsard Les Champeaux 95160 Montmorency - Lettre ouverte du 13 février 1977 à Monsieur le Ministre de l'Éducation s/c Monsieur l'Inspecteur d'Académie en résidence à Pontoise.

MONDANITÉ ET BIENSÉANCE A LA GARNISON

«Code des pots et invitations de service» : En vue de réfréner la tendance naturelle à l'inflation des pots et manifestations diverses à l'intérieur des différentes cellules militaires des Écoles de Coëtquidan, le Général souhaite ardemment que les principes suivants soient respectés :

- les pots, réceptions d'arrivée ou de départ doivent être réduits au maximum, regroupés si possible, en tous cas toujours inspirés par la simplicité ;
- le but de ces réunions étant de favoriser les liens de camaraderie, les boissons ne doivent être qu'un accessoire... L'usage de boisson non alcoolisée doit être la règle.

Toutes ces manifestations doivent être organisées autant que possible en dehors des heures de service. Il n'est pas sûr enfin que les «Saints-Patrons» des Armes soient toujours très heureux des excès que provoquent ces manifestations.

Le Général

Textuellement sur le «Bulletin d'Information des Élèves et des Familles» de la garnison de Coëtquidan (hebdomadaire).

STAGES - CAMOUFLAGES

Depuis septembre 1977, 475.000 jeunes ont été «embauchés», soit en stages d'insertion, soit en stages pratiques en entreprises.

- Dans les stages d'insertion, s'entassent des jeunes qui ne voient pas d'issue au chômage. Le rôle des associations «bidon» qui s'en chargent et qui fleurissent sous des initiales variées (ARPEC, GRETA, CEPRODA...) est de préparer une nouvelle orientation. Mais en quoi ces mesures réduiront-elles le chômage ? Elles n'ont pour but que de retarder l'échéance ; c'est reculer pour mieux sauter. Les conditions d'entrée sont : avoir de 16 à 25 ans.

Les rémunérations sont : de 16 à 18 ans : 450 F. par mois - plus de 18 ans : 1570 F. par mois.

Les jeunes ne sont pas placés selon leur demande et leur motivation, mais par rapport à ce que l'association dispose ; c'est ainsi que des jeunes désirant s'occuper d'enfants se retrouvent à faire des remplacements administratifs en entreprise, selon le besoin de ces messieurs. Quant aux animateurs, ils sont très surpris eux-mêmes du rôle à assumer et du peu de moyens dont ils disposent, et en fin de compte les stagiaires n'ont souvent comme seul recours que de travailler individuellement au moyen de cours par correspondance à leurs frais.

- Dans les stages pratiques en entreprises, il y a en Bretagne 27.000 jeunes. Ils sont dans la «production» des usines et travaillent exactement comme les ouvriers avec pointage, travail en équipe, etc. Comme ils ne perçoivent pas un «salaire», mais une «indemnité», ils ne bénéficient malheureusement d'aucun droit, ni syndical, ni de grève. Les patrons eux ont tout à gagner avec cette prétendue formation qu'ils sont sensés dispenser, ce qui est leur seule obligation ; ils touchent une prime de 2.500 F. par stagiaire pour frais de stage ; en fait, ils ont des O.S. gratuits, et dans ces conditions ils ne pourront que regretter les stagiaires à la fin du contrat !



Pourquoi tous ces stages ? Le gouvernement essaie tout à tour toutes ses armes en vue des élections : après l'échec des mesures de «pré-retraites» qui devaient créer 400.000 emplois, après l'échec des mesures racistes du «un million de francs aux immigrés» pour les inciter à retourner dans leur pays d'origine, il reste aux jeunes durement touchés par le chômage la soi-disant faveur que leur propose le gouvernement : c'est de les retirer des Agences Pour l'Emploi, durant huit mois maximum ! Le seul souci de Barre et Cie est bien de sauver ses intérêts et de défendre le capital, et c'est l'encadrement de la jeunesse laquelle n'accepte plus la société actuelle.

té actuelle.

SOURCE : Tract des «Stagiaires de Rennes» transmis par Christian Croizet Place de la Gare - 35170 Bruz

TABAC - TRÉPAS

Je suis étudiant en médecine, ce n'est pas la mère Veil qui m'intoxique, mais je constate tous les jours les méfaits du tabac : cancer du poumon, infarctus, artérite, ainsi que l'ulcère et le cancer de la vessie. Au total, on évalue à 60.000 morts par an en France directement liés au tabagisme (prof. Toubiana). Je n'oublie pas qu'en se baignant dans la Méditerranée on risque maintenant un maximum d'infections. Mais je me sens toujours mal à l'aise face à quelqu'un qui parle de «pollution», la pipe à la bouche, et il perd pour moi beaucoup de sa crédibilité. Pour le moment, les fumeurs m'emmerdent plus que les colorants ou même que le nucléaire. Ridicule peut être, mais de quoi à l'air celui qui allume sa clope à la fin de sa «bouffe bio», et ils sont nombreux ! Gueuler contre le nucléaire, c'est bien, mais c'est assez facile et puis ça n'engage pas forcément à grand chose ; mais s'arrêter de fumer c'est plus dur... même pour une femme enceinte.

te. Et pourtant, aujourd'hui, quel est le plus gros risque ?

Source : Michel Van Der Meersch 48 rue Mathieu de la Drôme 26000 Valence.

Cette rubrique est alimentée par le courrier reçu de nos lecteurs qui ne trouve place dans aucune autre rubrique existant actuellement. Les auteurs n'y retrouveront sans doute pas la longueur initiale de leurs lettres ou de leurs dossiers, ni la prose de leur propre style ; mais qu'ils sachent que tous les sujets retenus ont éveillé un écho certain chez nous, et assez puissant pour paraître dans nos colonnes en attendant, peut-être, un reportage ou un dossier plus fouillé.

Les lettres sans nom ni adresse de leurs auteurs que nous recevons à cette rubrique nous posent des problèmes pour mettre en relation directe ceux-ci avec leurs contradicteurs. Nous ne voyons pas d'autre solution que l'indication des noms et adresses en tête de vos lettres, articles et dossiers. Bien sûr, votre anonymat dans ces colonnes reste la règle dès que vous nous le demandez.

Aux Circauds

Depuis le début de l'année 1978, quatre week-ends se sont déroulés au centre de rencontre des Circauds. Solaire, agriculture, transports, nucléaire De nombreuses lettres nous demandent des comptes rendus de ces rencontres. Il y aura effectivement compte rendu sous deux formes :

- un dossier dans la G.O.-C.N.V. pour les rencontres Agriculture et Transports.
- Les comptes rendus des week-ends Solaire et Nucléaire sont inclus dans la série des trois dossiers sur l'énergie (cf G.O. N. 194, 198).
- Enfin un compte rendu «brut» des débats sera disponible d'ici un mois pour le week-end Agriculture (contre 2 F. en timbres).

Nous publierons dans une quinzaine de jours le calendrier des rencontres du printemps aux Circauds. Nous rappelons que les locaux du centre de rencontre sont disponibles pour tout groupe désirant se réunir au cours d'un week-end, que ce soit pour des raisons internes au groupe, pour rencontrer l'équipe des Circauds, pour faire la fête... Il est seulement nécessaire de prendre contact à l'avance pour convenir d'une date.

Vers un troisième tour

Bientôt, le 19 mars et, finalement on constate que les élections législatives n'ont pas fait évoluer le courant au niveau de sa structure et de ses orientations politiques tant présentes que futures. Nous craignons que la tentation du parti écologiste ou du lobby politique réapparaisse.

OU EN EST LE COURANT ÉCOLOGIQUE ?

Malville et les élections ont été des objectifs centralisés qui nous ont obligés à utiliser des outils que nous n'avons su maîtriser. Ces initiatives se sont soldées par des échecs ou des divisions du courant. En tout cas ils ont relevé une erreur d'orientation politique. Compte tenu de ce que cette participation aux élections n'a fait l'objet d'aucun débat à l'intérieur du courant, nous ressentons la nécessité de lancer un appel à chacune des associations écologiques.

Lors des élections beaucoup d'écologistes n'ont pas pu s'exprimer. La tendance qui prévaut au sein d'Écologie 78 peut être caractérisée de la façon suivante (même si

dans beaucoup d'endroits, les listes ont des objectifs clairs et aboutiront à un meilleur contact des groupes avec la réalité locale) :

- le refus de poser les problèmes sociaux et de penser l'écologie dans un sens de justice sociale et en fonction de la défense des droits d'homme, ceci aboutissant à une absence de dialogue vis-à-vis de la gauche.
- l'absence d'une réflexion sur les problèmes de l'État, du pouvoir et du productivisme.
- son sectarisme, qui s'exprime d'abord par une limitation au seul discours écologique «classique» et ensuite par une fermeture aux autres courants sociaux extraparlementaires.
- son alliance avec des groupes que l'on peut qualifier de «néo-poujadistes».

TROISIÈME TOUR

Une dynamique doit être susceptible d'affirmer des perspectives nouvelles au courant qui en manque quelque peu. C'est pourquoi nous proposons un troisième tour.

Nous voulons définir nos objectifs pour

les mois à venir à partir des choix politiques suivants :

- retrouver dans l'action pratique l'unité du courant écologiste
- rechercher la convergence avec les mouvements sociaux
- choisir une organisation décentralisée
- mettre en place des structures alternatives
- se donner l'occasion de vivre nos conceptions du pouvoir, de la liberté et de l'autogestion, Nous proposons donc, que soient organisées des manifestations, rencontres ou fêtes dans cette perspective. Bien sûr la plus grande liberté est de rigueur. L'idée force étant la constitution dans les communes et quartiers de réseaux capables de constituer une force politique de pression, d'expérimentation et d'information à ce niveau. Ces réseaux pourraient réunir des comités de quartier, des comités s'occupant d'urbanisme, de transport, d'éducation, de santé, de défense du consommateur, des syndicats, des groupes pour femmes, des régionalistes, des antimilitaristes, des coopératives de distribution mais aussi de production, des journaux parallèles et des

radios libres, des associations travaillant auprès du quart monde et des immigrés, des associations actuelles. Autant de groupes qui essaient concrètement de vivre différemment les problèmes de pouvoir. Voilà le champ essentiel des écologistes.. Il faut nous rendre compte que nous avons passé notre temps ces dernières années dans un activisme anti-nucléaire et électoral sans qu'une implantation locale du mouvement écologiste ait été notre souci majeur. Il faut définir une stratégie intermédiaire (entre changer sa vie et changer de gouvernement) capable d'incruster les idées écologiques dans les activités économiques, l'éducation, la vie de quartier...

Pour cela, organisons des fêtes, colloques, forums, animations, mettons en place des coopératives de voisinage, des ateliers populaires d'urbanisme, des centres artistiques d'entretien et de production à cette occasion. L'enjeu est de démontrer la possibilité d'une démocratie écologique au niveau des communes conforme à l'intérêt général que ni le secteur privé ni le secteur public ne prennent en compte aujourd'hui.

A.T. Lille

écologie n + un



écologie vivante

Ecologie N. 1, une idée nouvelle pour un monde nouveau. A l'heure où les maîtres du Grand Guignol politique s'arrachent les voix d'une poignée (majoritaire) de citoyens modelés ; à l'heure des soldes, des Puces, du Carreau du Temple et de la surenchère électorale ; à la veille de l'avènement d'un Pinochet-Staline bien de chez nous, connaissant le manuel de l'ordre établi sur le bout des bayonnettes ; tournons-nous vers l'imagination créative d'une société alternative, navigons ensemble dans un avenir d'échanges affectifs et laissons la soin aux vieux rats politicards de quitter l'épave d'un monde déboussolé.

LIEUX DE RENCONTRE

60
Mallet Jean-Luc : 18 rue de Paris 60000 Beauvais
Claude et Mireille : Ferme de Monclay les Coulevres (éolienne, théâtre, expression corporelle, bio-énergie) 60390 Auneuil
Voison Philippe : Cédex 547 Reuil/Brèche 60480 Froissy
Ducos R. Jérôme : Monts 60119 Henonville
Michel Debray : Villers St Barthélémy 60610 La Chapelle aux Pots

08

Hardy Didier : Cédex 01 Jonval 08130 Attigny

CONTACTS :

60

Éric Mazingant : 4 rue H. Robert 60460 Blaincourt les Précy

80

Bruno Marchal : 55 rue Victoria Autier 80000 Amiens

08

Testault Jean-Luc : 18 rue Jean Brasseur - 08120 Bogny/Meuse

GROUPES OU ASSOCIATIONS

60

SATO : 10 rue Jeanne d'Arc 60000 Beauvais
Librairie 94 : 94 Avenue de la République, 601000 Creil
Amnesty International : M. Berlingard, 1 allée de la Filne taillée 60100 Creil

80

Chantiers Autogérés de la Somme 80120 Rue

08

Association écologique «Tetras Lyve» : 20 rue de Montjoly Charleville

76

Collectif anti Apartheid - Campagne anti-Outspan - GLH : s/c MDPL - BP. 1127 - 76016 Rouen Cédex
ASSOCIATIONS ÉCOLOGIQUES CAUCHOISE :

Dominique Dupuy, Bellengreville 76630 Envermeu - (35) 85-72-65
Philippe Gras, Freulleville, 76510 St Nicolas d'Aliermont (35) 83-44-63
Patrick Lespagnol : 43 résidenc des Cèdres 76400 Fécamp
Guy Durand, 7 rue E. Marchand, 76400 Fécamp (35) 28-47-86
Claude Rollet (35) 28-50-12
Philippe Hauville, Riville, 76540 Valmont
Serge Recoules, Melleville, 76250 Eu (35) 86-81-89
Évelyne Fargray, 11 bis Hameau Etennemaire, 76460 St Valéry
Jean-Paul Desjardins, Bourdainville, 76760 Yerville (35) 96-84-06
Daniel Sandoz, Yeblerou, (35) 96-71-44, 76640 Fanville en Cx.

ASSOCIATIONS ÉCOLOGIQUES BAYONNE

Roger Hautot, 25 rue Rebrours Mutel, 76440 Ferges les Eaux (35) 90-56-36
Jean-Yves Ferret, les ruisseaux-Beaubec la Rosière, 76440 Ferges les Eaux
GRANV : c/o Bernard Lhorca, 19 rue d'Har-court 76000 Rouen
Fédération Écologique de Haute Normandie 153 Bd de Strasbourg, 76600 Le Havre

MÉDIAS

08

«La Hulette», journal de l'épine noire 08240 Burancy

CHRONIQUE DES INSURGÉS

Thierry Euzenat, insoumis total depuis décembre 1976 vient d'être arrêté en Aveyron entre le 25.02.78 et le 1.03.78. La date de son procès n'est encore pas connue. Il est incarcéré au camp de Souge, près de Bordeaux où vous pouvez lui écrire : Euzenat Thierry Camp de Souge 2eme Cie 57 RI 33160 St Médard en Jalles. Pour tous contacts et soutien, écrire à Auger P. & Livebardon J-Y, 10 place du Grand-Marché 37000 Tours.

Pour accorder sa pensée non violente à ses actes, Patrick Destruhaut refuse le service militaire. Il risque deux ans de prison. Vous pouvez lui écrire à la Maison d'arrêt 33170 Gradignan. Comité de soutien, 47 rue de la Devise à Gradignan. Permanences les mercredi et vendredi de 18H à 20H.

Cyrille Huanpour, insoumis depuis juin 75 et déserteur, passera en procès le lundi 20 mars à 14H au Tribunal de Montpellier. Vous pouvez écrire au président du Tribunal. Soutien financier, Marie Paule Decourtray, La Borie Noble, 34260 Le Bousquet d'Orbes.

Robert Detrey, objecteur insoumis au BAS passera en procès au Tribunal de Grande Instance de Montargis le mercredi 5 avril à 14H. On peut bien sur envoyer de nombreuses lettres de soutien au président du tribunal de Montargis 45200. Le comité de soutien organise un gala le 31 mars à 20H 30, Salle A. Franck à Montargis avec un groupe folk, «Les Grattons Labeur». Vous pouvez toujours envoyer un peu de fric au comité de soutien 67 rue des déportés 45200 Montargis CCP Gilles Goffin La Source 125003 N.

Le collectif des Anciens Engagés c/o Jean René Quinard Le Cun du Larzac La

Blaquèrerie 12230 La Cavalerie consacre son dernier bulletin aux accidents militaires Les commandos, les morts pendant les manoeuvres, les suicides... une hécatombe que rien ne justifie.

L'insoumission créatrice... d'emploi

Nous avons eu connaissance d'une information signalant la disponibilité de 2500 emplois pour les jeunes, proposés par le gouvernement à l'Office National des Forêts, aux Bureaux d'Aide Sociale, dans les hôpitaux de l'Assistance Publique, au Secrétariat d'Etat à la Culture.

Nous confirmons que ces emplois sont bien existants, que l'Etat compte pour les occuper non pas sur quelques-uns des 1 million de chômeurs mais sur les objecteurs de conscience tenus grâce au décret inique dit de Brégançon à un impôt du temps de deux ans de service civil. Les objecteurs, refusant d'être les cobayes d'un service civique généralisé qui arrangerait bien les technocrates économes, sont plus de 2500 à s'insoumettre. Ils refusent d'occuper ces emplois. Ils dénoncent ainsi l'embrigadement aussi bien civil que militaire et confirment que, puisqu'ils n'en veulent pas du tout, ces emplois sont effectivement disponibles et ne peuvent qu'encourager les chômeurs à les réclamer.

Les Comités de Lutte des Objecteurs

Pour tous contacts :
C.L.O Val d'Oise
BP 25
95150 Taverny



Malville : nouveaux vols de documents

Pour affirmer une fois encore son opposition résolue et définitive à Super Phénix, le Comité Malville de Grenoble appela à un «rassemblement pacifique régional», samedi 11 mars, dans une cité ouvrière de Grenoble, la cité Mistral. Le préfet de l'Isère, un certain Jannin, avait interdit la manifestation prévue pour l'après midi, mais tolérait le rassemblement à l'intérieur de la cité. Celui-ci a regroupé de 400 à 500 personnes. La manif de l'après midi a été avantageusement remplacée par une visite surprise des bureaux de l'usine : «Société Industrielle des Combustibles Nucléaires» de Veurey, à 10 km de Grenoble.

Des tracts ont été laissés sur place, des bombages effectués et surtout divers documents dérobés, le tout par une quarantaine de personnes. La police enquête...

L'usine CIGN de Veurey après avoir fabriqué les éléments combustibles des centrales nucléaires Graphite-Gaz des sous marins atomiques et probablement de la force de frappe française, s'est récemment équipée d'un atelier «uranium enrichi» pour fabriquer les aiguilles de combustion des centrales PWR et probablement de Super Phénix. L'analyse des documents volés nous en dira peut-être plus...

En ballade à travers la France,
Isabelle a le temps,
assise sur un talus avec son sandwich
ou attablée avec les VRP et autres gens du voyage,
de lire chaque jour leur grand quotidien de bout en bout.
Elle en retient ce qu'elle veut
et vous le sert à sa sauce personnelle...

C'ÉTAIT MARQUÉ SUR LE JOURNAL

Tandis que les guignols comptent leurs voix
pour l'accession au castelet
les vrais tenants du pouvoir mondial
mâchent très énergiquement leur chewing-gum...

On constate bien un léger assouplissement dans la position des Etats Unis, à la conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) à propos des pays sous développés envers leurs riches pourvoyeurs en blé. Uncle Sam, qui jusqu'à présent tenait à pouvoir réclamer ses sous dans tous les cas, veut bien désormais si ça se trouve, une fois ou l'autre, reconsidérer cette dette, quand le débiteur aura bien lèché les bottes à tonton. C'est monsieur Cooper, lui même (le sous secrétaire d'Etat pour les affaires économiques) qui l'explique: s'il reste ferme, à la conférence, en face de tous ces grands fous qui préconiseraient purement et simplement d'oublier une fois pour toutes les milliards que les affamés doivent aux repus contre une poignée de blé par tête de crevard, c'est pour permettre à son pays de «jouer un rôle dirigeant dans l'organisation d'une économie mondiale fonctionnant pour le bénéfice maximum de tous, dans un contexte de droits et de responsabilités mutuelles, de progrès social et de respect des droits de l'homme.» (Cité par Michel Totu dans *Le Monde* du 5 mars). Comme disait ma grand tante la patronnesse: «Si la soupe aux pauvres était un dû, quel argument aurait-on pour les inciter à aller à la messe?»

Rappelons que les principaux producteurs de blé sont les Etats Unis, le Canada, l'Australie, l'Argentine, la France. Je me demande si le cultivateur de la Beauce, quand il porte le produit de son travail à la coopérative - qui le lui prend au prix imposé ailleurs par d'autres - connaît bien la toile d'araignée invisible mais ô combien solide et puissante, tramée au dessus de sa tête dans les vapeurs de sa pauvre sueur d'électeur blousé?...Je me demande. Ce blé, dont la vente lui permettra peut être de payer la douzième traite (il en reste 48) du tracteur, ce blé est négocié de par le monde par quatre grosses compagnies (dont la compagnie Dreyfus, française, qui refusa de vendre du blé au Chili d'Allende, entraînant, entre autres éléments du marasme, les conséquences que l'on sait) qui ont pu être soupçonnées par le sénateur américain Franck Curch (détonateur de l'affaire Lockheed) de falsifier les données de l'offre et de la demande pour établir tranquillement les cours au mieux de leurs intérêts mutuels et réciproques. Pendant ce temps, les partis politiques français prétendent avoir un pouvoir sur le prix du pain!...

BOUM

Et encore, s'il n'y avait que ce chantage au blé. Mais ce n'est pas tout, d'ici quatre ou cinq ans, les Etats Unis (avec le Canada et l'Australie, comme on se retrouve!) pourront avec le même bonheur se livrer au chantage sur



l'uranium. «Il y a encore trois ans, on escomptait que la part de l'uranium dans l'approvisionnement total en énergie de la communauté européenne monterait de 2% à 12% en 1985. Malgré les restrictions que l'on n'a pas encore chiffrées, dans la construction des centrales nucléaires, on continue à croire actuellement que l'énergie nucléaire couvrira 11% des besoins en énergie en 1985.» (Leo Fischer, dans *Le Monde* du 7 mars). Or, en Europe (en particulier grâce aux gisements français dont l'exploitation ne peut aller qu'en s'intensifiant dans un proche avenir), on dispose à peu près de 20% de l'uranium dont on a besoin actuellement: le reste, il faut l'importer. Grand danger, donc, pour une économie industrielle désormais nourrie par l'énergie nucléaire d'être en dépendance idéologique totale vis à vis des pays producteurs.

Autre danger de taille: les réserves mondiales d'uranium (y compris celles qu'on n'exploite pas actuellement parce que ce serait trop

coûteux) «suffiraient à faire marcher pendant trente ans environ six cent centrales nucléaires d'un type assurant une production d'électricité de 13000 mégawatts. Mais ce sont des milliers de ces réacteurs qui sont prévus et considérés comme nécessaires.» Qu'arrivera-t-il donc dans les décennies à venir? Eh bien les Etats Unis vont lâcher la bride (qu'ils serrent en ce moment pour s'enrichir tout en faisant la nique aux pétroliers, en vendant leur précieux uranium au prix fort: 40 dollars la livre, contre 4,5 à 6 dollars entre 1960 et 1973!) à la formule «surgénérateurs», o Superfélix mon amour, qui permet de produire, à partir de l'uranium, davantage de plutonium qu'on en consomme...et aux petits tyrannaux des sombres banlieues lointaines de l'Occident de fabriquer chacun sa bombinette...

DÉCOUVERTE

Tiens, l'Occident, puisqu'on en parle: un an qu'ils causent au Centre Culturel Français de Rome, pour tenter de se soulager la conscience sur la façon dont le monde occidental traite ses dévians. «L'Occident et ses autres» s'intitule ce long colloque. Les «autres», ce sont tous les différents, femmes, jeunes, fous, tous ceux qu'une dure norme exclut. D'après Christian Delacampagne dans *Le Monde* du 7 mars, à force de couper les bonnes intentions en quatre, ces intellectuels sont arrivés en face de l'éternel dilemme «nature-culture», constatant que «l'Occident refoule la nature(...) et finalement s'acharne à la détruire». Au bout d'un an seulement de travail, vous dites? Et sans avoir jamais lu La Gueule Ouverte, ni René Dumont, ni Robert Jaulin, je suppose? Eh bien chapeau!

CRÉATURES

De toutes façons, il est bien malade, l'Occident, sa moralité fout le camp. Rendez-vous compte, les créatures en bas résille vont bientôt voir les mêmes droits que les honnêtes épouses en chemises de nuit de La Redoute! Désormais, une concubine a le droit de demander des dommages et intérêts à quelqu'un qui aurait causé la mort de son coquin, tout comme une légitime. C'est une décision prise le 3 mars par l'Assemblée des Contentieux. Il a du y avoir des commentaires variés, ce soir

Les Autonomes à Paris

A Paris, des provocateurs irresponsables se sont attaqués à l'outil de travail des travailleurs. Oui, à notre outil de travail: le métro! La nouvelle tombe sur le téléscripteur (tableau noir) de l'amphi 34 B de Jussieu à 16H,25. Cet amphi, base arrière des autonomes, a été conquis en poussant quelques gros «Hou!» à l'adresse de Ellenstein et des étudiants venus boire sa parole. Le métro en question est bloqué à Bérault. «Une tonne et demie de matos obstrue les rails, dit le téléscripteur». A 15H,30 déjà on annonçait un premier métro arrêté.

Entre temps, des escarmouches dans le quartier: atteinte à la liberté de travail d'un banquier, dont on descend la vitrine; obstruction aux travaux de deux employés de Chirac, un flic et une aubergine qu'on barbouille de peinture.



16H,50, un car de la transfusion sanguine s'arrête devant Jussieu. On prévoit de grosses effusions de sang impur? Pour le moment, on reste dans le matériel: à 17H,50, sur le téléscripteur: «Le travail tue. L'ordinateur est mort.» On va vérifier sous la rotonde informatique de Jussieu: effectivement, plusieurs ordinateurs sont arrêtés, dont un, espérons-le pour longtemps. 18H,26 on apprend qu'un copain, Juju de Belleville (qui a fait trois mois de taule après Malville-Bourgoin) vient de se faire piquer rue Monge avec deux mannequins grandeur nature faits avec de la toile à matelas et qui portaient des cibles à vec les mots: «prisonniers politiques. Prière de bien viser».

18H,30, tout le monde prend le métro. Manœuvres de dépistage pour se débarrasser des flics. Sentiment d'être un peu piégés dans le métro. Finalement, on descend à Pelletier. Pas de flics à l'horizon. Première victime, la vitrine d'un bureau d'interim. Et on remonte au galop la rue Lafayette en se payant au passage un bijoutier, un bistrot, une pâtisserie, etc.: dixit la pâtissière en tapant du pied «Mais je suis pas assurée, moi!» Et le bijoutier: «A quoi ça sert de payer des impôts?» Un bon point pour le marchand de costumes pour hommes qui, malgré quelques trous dans sa vitrine, poursuit son «business usuel».

On ne laisse au total qu'un otage aux mains des CRS: Henry Perez, 22 ans, accusé de port d'armes.

Le ton ironique, un peu cynique de ce récit ne rend pas compte entièrement des gestes efficaces de ces garçons sauvages ni de leur corps agile, ni de ce qui se passe dans leur tête et dans leurs tripes. Des habits neufs, idéologiques, sont en cours de confection pour eux (ils les ont rendus publics en partie). Mais tout une tranche de leur vie intérieure reste indéchiffrable pour beaucoup d'entre nous. Pour les millions de lecteurs de France Soir par exemple, ce n'est «qu'incohérence et absurdité». Serions-nous trop sornistiqués, trop tordus pour comprendre ce qui fait bondir les autonomes? Ce n'est pourtant pas très compliqué. L'un d'eux a résumé la journée en disant de José Tronelle: «On n'allait pas le laisser crever comme ça!»

Pierre Jacques

là, sur les oreillers de ces respectables messieurs, depuis le «Merci Chouchou, je savais bien que tu n'oublieras pas de préserver les intérêts de ta Mimi, et au fait, si tu prenais une assurance vie sur ma tête, pendant que tu y es» jusqu'au «Dis-moi son nom, à cette intrigante, que j'aie lui crever les yeux, et fais attention en traversant, un accident est si vite arrivé» selon les situations.

SAUVÉS

Une Coordination autonome contre le travail sévit à Toulouse en y faisant péter les Agences pour l'Emploi. Attention, c'est papa Lambert qui ne va pas être con-

tent: voir pages 16 et 17 sa rubrique des «plaisanteries douteuses»...ou «l'Occident peut-il être sauvé par la morale réintroduite par la grande porte dans La Gueule Ouverte»...

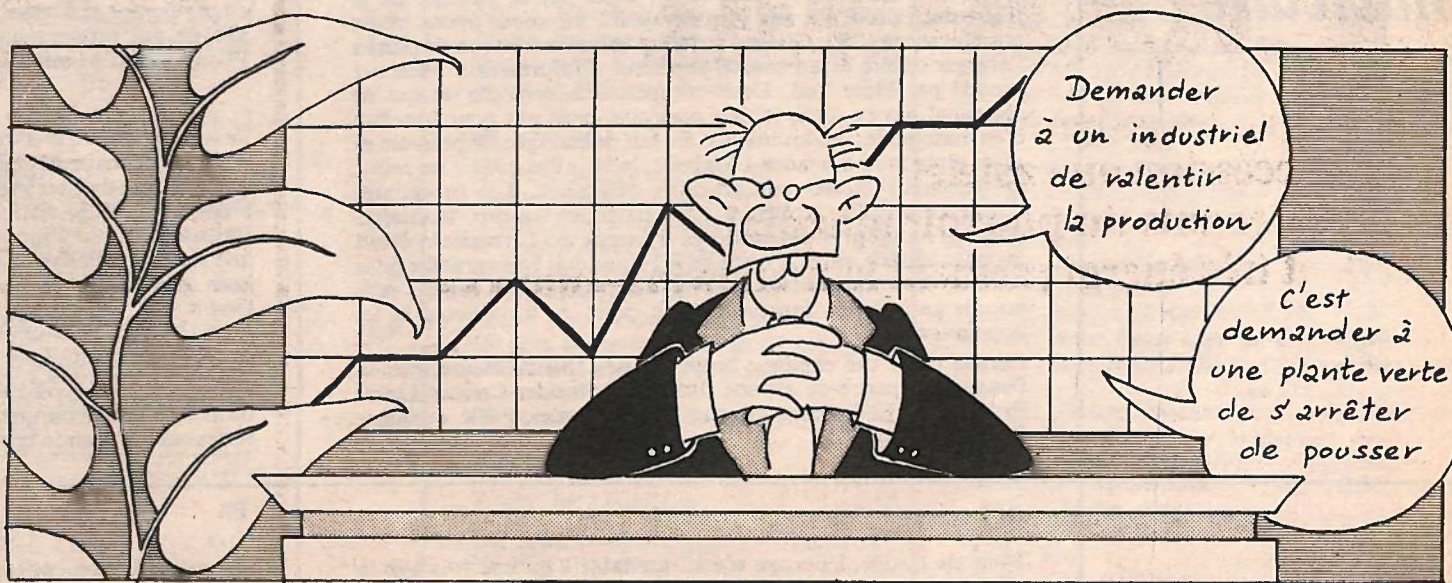
SANS MOUSSE

Dans tout ça, on sent bien qu'il faut être vigilant, plus que jamais. Alors, ne vous laissez pas estamper. D'après un arrêté publié au *Journal Officiel*, les prix de la bière toutes taxes comprises, mais sans le service ma p'tite dame, ne pourront excéder 3,50F. Ah mais!

Isabelle Cabut

OU EN EST LE VERDISSEMENT DES PARTIS POLITIQUES ?

**Courez,
bureaucrates,
les
écologes
sont
devant vous !**



LE journal que vous êtes en train de lire est un journal RADICAL. Depuis bientôt six ans, il creuse jusqu'aux RACINES (radix) du processus de décomposition moderne. Il approfondit une double démarche : scientifique et vitale. Il ne s'arrête pas à la superficialité de ce qu'on appelle la « politique », parce que la politique est, dans la société spectaculaire marchande, un jeu sans grand intérêt. Un jeu qui oppose des dogmes, des évangiles, des croyances, des idées figées et simplètes. Un jeu accaparé par des clans se disputant une clientèle pour perpétuer ou affirmer leur dominance sur les foules aliénées. Il est clair que pour nous, la politique, la façon de conduire nos vies dans nos cités, est ailleurs que dans les bras de fer électoraux.

Et pourtant, pourtant, de même que l'Eden n'existe que dans nos rêves, de même que l'homme ne peut pas vivre sans oxygène, de même nous ne pouvons pas ignorer le spectacle de ce que les gens appellent « la politique ». Parce que nous y sommes plongés, à contre-cœur, et parce que nous n'avons pas le droit de laisser nos idées, nos vécus, aux mains poisseuses de ceux qui veulent en désamorcer la force nouvelle. D'où les élections.

Une bonne partie des écologistes, ceux que l'on appelle avec affection, et pour les dater un peu, les « anciens de Bugey », ne votent pas. Ils ont déjà fait le saut, le pas de côté, le « tout, tout de suite ». Restent les 300000 électeurs qui ont voté Dumont en 74, et le million (?) qui votait vert dimanche. Ceux-là sont sortis, à leur manière, de la fatalité droite-gauche, orchestrée par le chantage au « vote utile ». Ils forment une nébuleuse très nébuleuse où les prises de conscience des réalités écologiques sont diversement ressenties. Ceux-là auront le choix dimanche entre l'abstention, la droite ou la gauche. Ils seraient même, dit-on, les arbitres de la partie, façon inélégante de les mouiller dans un pugilat dont ils réprouvent le simplisme.

En effet, si l'on examine l'enjeu de la bataille des urnes, on doit se souvenir des raisons de la présence des écologistes : parler aux gens un langage qui n'a pas cours : celui de la franchise. Leur dire les vrais problèmes, ceux qui ne sont jamais abordés par les politiciens. Et faire ainsi pression sur les partis pour débloquent, sous le poids des suffrages, quelques mesures d'urgence, notamment en matière nucléaire. Car si l'écologie est déjà le problème qui passionne la jeunesse, n'oublions pas que le temps presse. C'est aujourd'hui que les décisions sont prises qui engageront l'avenir de façon sans doute irréversible. Nous serons, ils seront un jour la majorité braillarde, mais quelle victoire si c'est pour subir la gestion d'un monde technico-nucléaire..!

Les partis, depuis les municipales et l'émergence sérieuse des verts, ont mis de l'eau biologique dans leur piquette électorale. Saupoudrage prudent et toujours insincère. On ne les sent pas convaincus. On sent qu'ils se verdissent à contre-cœur, restant tous persuadés par ailleurs des vertus rétro d'une « croissance » forte. Nous avons prouvé que la « croissance » accentuait les inégalités mais le programme commun de la gauche n'en a cure. Nous avons chiffré l'absurdité du programme nucléaire de la droite, mais celui-ci se poursuit sans relâche vers ce paradoxe amusant : bouffer plus d'énergie qu'il n'en produit (sans parler des coûts sociaux globaux, jamais évalués).

Dans ces conditions, faire un choix entre la droite et la gauche ressort du coup de dés ou de l'avalage d'hostie. Le hasard ou la foi. Rien de concret, rien de sérieux. Nous avons tenté, dans les pages suivantes, de vous rappeler les principales prises de position des partis sur l'écologie. La Gueule Ouverte ne donne pas de consignes de vote. La seule chose dont nous soyons sûrs, c'est que les écologistes, en Avril 78, seront les éternels dissidents du nouvel Etat, quel qu'il soit...

LES PARTIS AU BANC D'ESSAI G.O./C.N.V

Economie, nucléaire

RPR-UDF



Pour une « croissance » forte (6%), basée sur le passage de la filière nucléaire PWR aux surgénérateurs, où « nous avons trente ans d'avance » (PR). Giscard a créé un commissariat (un de plus) à l'énergie solaire et un conseil supérieur d'information nucléaire présidé par Mme Veil. Deux récupérations écologiques qui ne remettent pas en cause le tout nucléaire, mais ont pour fonction d'en masquer les inconvénients. En fait de dialogue, le pouvoir en place a répondu d'avance à Malville, le 31 juillet 1977 : un mort, de nombreux blessés par grenades offensives. Les procédures d'urgence ont été accélérées pour hâter les travaux nucléaires (Cruas) au mépris des « études d'impact » (formalités à but propagandiste) : enfin, l'usine de la Hague doit être agrandie pour retraiter les combustibles irradiés d'Europe et du Japon, sans aucune garantie de fonctionnement pour les travailleurs et les populations.

Dernier détail qui explique beaucoup de choses : Giscard, par sa femme, fait partie du groupe financier Schneider-Creusot-Loire. Programme EDF-Creusot-Loire : 49 centrales PWR et Super Phénix (horizon 85)

PS-PC

Le programme commun prévoit une « croissance » élevée (6%) avec relance de « la consommation populaire » : Le PC veut nationaliser l'industrie nucléaire pour la rendre plus « sûre », mais n'envisage pas d'y renoncer car « la science et la planification démocratique » apaiseront les craintes « irrationnelles » des écologistes et des scientifiques contestataires. Le PC est favorable à Super Phénix, conquête tricolore du CEA. La plupart des municipalités communistes sont pro-nucléaires, aux ordres du comité central (exemple : Cruas). Mais les sondages indiquent que la base renâcle et serait en majorité anti-nucléaire.

Le PS a une attitude ambiguë. Les technocrates du sommet, surtout au CERES, sont pro-nucléaires, à la suite de Rocard. Ils se soumettent à l'équation habituelle : nucléaire = croissance = réduction des inégalités. Par contre le PS propose la suspension des commandes de nouvelles centrales nucléaires et s'en tiendrait aux travaux engagés. On ignore ce qu'il entend par « travaux engagés », et si Cruas, Nogent, ou Le Pellerin sont parmi les projets qui seraient suspendus. Le PS veut aussi arrêter Super Phénix jusqu'à l'adoption d'une « loi nucléaire ». (?)

Beaucoup de flou et d'incertitudes. La base du PS, surtout depuis 1977, est devenue de plus en plus favorable aux thèses écologistes. Les radicaux de gauche recommandent un moratoire général et un référendum. A la différence de la CFDT, le PS n'a pas réfléchi sérieusement sur l'incompatibilité entre une société autogérée et une société nucléaire. Il se dit sensible à la prolifération nucléaire, mais reste discret sur le retraitement du plutonium (La Hague). Quant aux nationalisations, on sait qu'elles sont insuffisantes (EDF-CEA) à créer un climat de libertés écologiques, pour ne pas dire qu'elles y sont fondamentalement contraires.

Les « énergies nouvelles » restent des vœux pieux pour la gauche, dans la mesure où une autre croissance n'est pas envisagée sérieusement (voir la brochure « que choisir » de M. Bosquet)

Sécurité du territoire (Armée, centralisation)

RPR

Pour De Gaulle, l'Europe n'était unifiable « qu'une fois que les pays qui la composent auraient adopté la même politique étrangère », autrement dit le non alignement. Le RPR, lui, est tiraillé entre le gaullisme et... l'alignement. Se dit donc partisan d'une participation active à la CEE, tout en ne voulant pas de la supra-nationalité, tout en ne s'opposant pas (malgré Debré) à l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Vive donc quand même l'Europe de Schmidt, en relation de dépendance à l'égard des USA. Tout en renâclant, côté force de frappe, au déplacement giscardien des « Pluton » près des frontières orientales de la RFA, contraire à l'indépendance hexagonale et à la défense sous azimuts. Un pas de valse, donc, mais dans une orientation pleine de certitudes : une armée nombreuse, et prioritaire absolue à l'armement nucléaire stratégique.

UDF

Comme l'a prouvé l'affaire Croissant, c'est les grandes amours avec Schmidt, l'homme de la « Convention européenne anti-terroriste ». La pointe hyper-Atlantique de ce conglomerat, le CDS, veut un début d'exécutif européen. Guerre de rupture par conséquent à attendre de ce côté là à l'égard du modèle de « croissance » de l'Europe du nord. L'appareil de production continuera à reposer de plus en plus sur les ventes d'armes (rien que pour l'aéronautique militaire, 23 milliards de francs, soit 40 % de nos dépenses pétrolières en 1977) et sur l'exportation de nucléaire civil et militaire : « production en grande quantité d'armes nucléaires de tous modèles » a dit le radical-bunk JISS, qui se déclare par ailleurs hostile « au développement de la dissuasion » (!?). Maintien des forces nucléaires stratégiques et « actives » au plus haut niveau de crédibilité. Augmentation du budget de la défense. La même chose donc, en tous domaines, mais en plus grand.

PS

Jaloux de l'indépendance nationale, le CERES ne s'en est pas moins écrasé sur l'élection du parlement européen, et il a entraîné avec lui la majorité du PS à « maintenir en état » la force de frappe qu'il juge parfaitement compatible avec une défense populaire et une société autogestionnaire. Il est vrai que c'est pour disposer d'une capacité d'intervention sous azimuts permettant d'intimider et de riposter à quiconque menacerait une expérience socialiste française. Ceci alors que la vieille social-démocratie aux commandes n'a pas rompu avec l'Europe de Guy Mollet, et ne voit pas l'intérêt de pointer les missiles sur des pays membres de l'alliance atlantique. De la contradiction au sein du PS, dirait un grand disparu : deux orientations pour un même matériel. La décision sera-t-elle collégiale ?

PC

Maintenance en quantité et en qualité de la force nucléaire tactique et stratégique. Une originalité : la décision collégiale de son emploi. Défense sous azimuts (pointage des plutons sur l'Allemagne) pour défendre le développement national impétueux des forces productives. On voit mal comment la nationalisation, pour assurer l'emploi, de l'actuel appareil de production permettra d'éviter les ventes d'armes et l'exportation du nucléaire. « Acheter le MAS français » (Séguy)



Théoriquement, l'autogestion pourrait changer beaucoup de choses. Mais comment autogérer en gardant le centralisme de la planification démocratique ? Le programme de la gauche prévoit la semaine de travail de 35 heures et la création de 210 000 emplois nouveaux de fonctionnaires. Rien de bien excitant. Il reste qu'on ne peut prévoir l'ampleur des changements de climat social que la base pourra imposer aux bureaucrates (Rocard, Attali, Herzog) de la gauche. Le PS et le PC insistent sur la décentralisation et supprimeront les préfets. On note aussi certaines ouvertures vers les régionalistes (Bretagne, Corse). Mais ils restent évasifs sur les « grands projets » d'aménagement du territoire (canal à grand gabarit, Fos, TGV) La famille reste un des piliers de la patrie de gauche, et l'école une nécessité castatrice. Quant aux femmes, elles se sentent toujours aussi négligées (présence des listes Choisir aux élections), par les machistes de la gauche, militants compris. Les minorités sexuelles sont également de dangereuses déviations, qu'on réduquera dans la ligne léniniste du droit chemin prolétarien, surtout pour le PCF.

Vie quotidienne (Travail, espace-temps, mœurs)

Le RPR reprend la « participation » chère à de Gaulle, formule évasive d'association du capital et du travail. La journée de travail reste celle qu'elle est, seulement « diminuée par étapes » (?) Le PR ramène à 38 heures la durée de la semaine de travail « pour les tâches pénibles » (bureaucrates ?). Le RPR, feu UDR, a créé cet environnement de fer et de béton que le monde nous envie, et lancé (Pompidou) les slogans fameux : priorité à l'automobile, enrichissez-vous ! Il est pour l'ordre à tout prix (polices renforcées) et la glorification de la famille chrétienne (Dassault) et pondueuse (Debré).

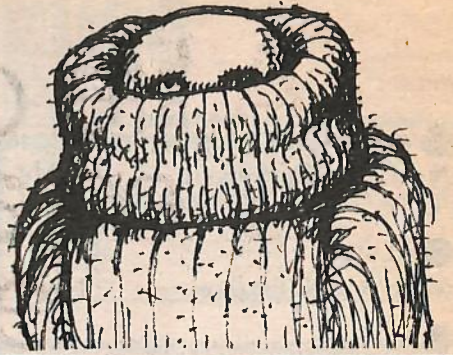
Le PR giscardien se veut plus libéral et cligne de l'oeil en direction des femmes (loi Veil sur l'avortement). Mais sa philosophie reste celle des gaullistes : travail, famille, patrie. A noter l'initiative Stoléro pour « revaloriser le travail manuel » et rendre à défaut de pouvoir sa dignité au prolétaire. A noter aussi les manoeuvres pour limiter l'immigration, stipendier les départs des Arabes et empêcher leurs familles de s'installer en France. Quand on soulève la culotte du libéralisme, c'est pas propre.

La « majorité » a évacué les centre ville de leurs pauvres pour les rendre aux riches. Les pauvres ont été exilés dans les banlieues dorénavant, dans les « chalandonnettes », label moderne du bidonville. Par contre, notons une grande victoire : les métros de Marseille et de Lyon, le RER de Paris. Grande victoire sur la paresse, puisque l'espace-temps se réduit, théoriquement, les travailleurs étant plus vite transportés du boulot au dodo et vice et versa. Les projets de fichage de la population se poursuivent (safari, Gamin). Les polices françaises n'ont plus rien à envier à celles de Schmidt.

POURCENTAGES DES VOIX ÉCOLOGISTES

AIN	1e circ. Jean Paul Foussard (Autog. éco)	2e circ. Bernard Richard (Eco)	3e circ. Brice Lalonde (E 78)
2e circ. Alain Partensky (E. 78)			8,74
3e circ. Philippe Lebreton (E. 78)			1,09
			6,07
ALLIER	INDRE ET LOIRE	PYRENEES ATLANTIQUES	5,80
1e circ. Brat Joseph (Eco)	1e circ. Louis Bouchon (E.78)	1e circ. Joël Tanguy (E 78)	6,5
		2e circ. Michel Rodes (E 78)	4,33
			4,0
ALPES DE HAUTE PROVENCE	ISERE	HAUTES PYRENEES	4,32
1ère CIRC. Jean Marc Colombon (Ecol reg)	1e circ. Hélène Franconie (Autog. éco)	1e circ. Philippe Lemaire (E 78)	3,7
		2e circ. Arlette du Balem (E 78)	4,74
2ème CIRC. Pierre Lieutaghi (éco)	2e circ. Geneviève Jonot (Autog. éco)		3,73
		BAS RHIN	7,32
ALPES MARITIMES	3e circ. Marcel Deglane (Autog. éco)	1e circ. Françoise Menrath (E 78)	6,45
1e circ. Paul Combes (Eco 78)		2e circ. Jean Marie Brom (E 78)	5,96
2e circ. Henri Roubault (E 78)	4e circ. René Commandeur (E 78)	3e circ. François Joseph (E 78)	5,63
3e circ. Anne Adjadj (E 78)	5e circ. Mireille Mauchamp (E 78)	4e circ. Roland Fitzer (E 78)	6,80
4e circ. Georges Campioni (Eco)	6e circ. Jacques Gégauffe (E 78)	6e circ. Richard Hamm (E 78)	5,94
6e circ. Jacques Nicolle (Eco)	7e circ. Daniel Bret (Eco)	7e circ. Dominique Wittmer (E 78)	5,97
		8e circ. Pierre Stuck (E 78)	1,43
ARDECHE	JURA	HAUT RHIN	6,19
1e circ. Jean Claude Picard (E 78)	1e circ. Jacques Cuaz (Eco)	1e circ. Bernard Deiss (E 78)	0,17
2e circ. Guy Tabardel (E 78)		2e circ. Jean Paul Gross (E 78)	4,1
		3e circ. Solange Fernex (E 78)	4,7
BOUCHES DU RHONE	LANDES	4e circ. Antoine Waechter (Eco)	2,13
2e circ. Marie Hélène Meynet (E 78)	1ere circ. Michel Baris (E 78)	5e circ. Henri Jenn (E 78)	4,62
3e circ. Jean Jacques Gros (E 78)	2e circ. Paul Lernez (E 78)		5,36
5e circ. Jean Reynaud (E 78)		RHONE	2,40
8e circ. Annie Maurissen Ruglioni (E 78)	LOIR ET CHER	1e circ. Patrick Pichon (E 78)	2,52
9e circ. Marie Christine Banvillet (Eco)	3e circ. Philippe Moutié (Eco)	2e circ. Jean Maillard (E 78)	4,31
		3e circ. Raymond Lecerf (E 78)	5,40
CALVADOS	LOIRE	4e circ. Michel Dupupet (E 78)	4,39
1e circ. Josette Benard (Eco)	1e circ. Marie Françoise Brodhag (E 78)	6e circ. Jean Brière (E 78)	2,10
5e circ. Marie Paule Labey (Eco)	2e circ. Bruno Fulchiron	8e circ. Richard Caterini (E 78)	4,52
	3e circ. Paul Privat (E 78)	9e circ. Patrick Gervais (E 78)	5,30
CHER	5e circ. Jean Claude Myard (Eco)	10e circ. Bernard Dumontet (E 78)	3,86
3e circ. Lionel Magnier (Autog. éco)	7e circ. René Brunel (E 78)	12E CIRC: Bernard Jacquelin (E 78)	3,58
		13e circ. Marcelle Doussot (E 78)	4,35
CORREZE	LOIRE ATLANTIQUE	HAUTE SAONE	2,48
3e circ. Guy Marchand (E 78)	1e circ. Marie Françoise Gonin (E 78)	2e circ. M. Louis (Eco)	5,39
	7e circ. Michel Barré (Eco)	SAONE ET LOIRE	
HAUTE CORSE	8e circ. Albert Hérédet (E 78)	3e circ. Claude Jouffret (E 78)	4,5
1e circ. Lucie Molinelli (E 78)		SAVOIE	
COTE D'OR	LOIRET	3e circ. Jean Pierre Mounissens (E 78)	6,78
1e circ. Philippe Pernin (E 78)	4e circ. Gilbert Baumgartner (Eco)		3,25
3e circ. Marie Renée Pytel (E 78)		HAUTE SAVOIE	4,02
	LOT	1e circ. Pierre Précias (E 78)	
COTES DU NORD	1e circ. Marcel Legrand (E 78)	1e circ. Michel Sabatier (éco)	
4e circ. Anne Rosain (E 78)	2e circ. René Merle (E 78)	3e circ. Anne Marie Debierre (Eco)	
5e circ. André Jestin (Autog. éco)		SEINE MARITIME	
DORDOGNE	MANCHE	1e circ. Jean Paul Dussault (éco)	4,95
1e circ. Jean Marie Michel (E 78)	2e circ. Philippe Ricordeau (E 78)	6e circ. Gilles Klein (Eco)	
	3e circ. Claude Vallée (E 78)	8e circ. Constant Lecoœur (Autog. éco)	
DROME	4e circ. Didier Anger (E. 78)	10e circ. Michel Kot (Autog éco)	3,4
1ère CIRC. M. Trouilloud (E. 78)	5e circ. Alexandre Boivin (E 78)	DEUX SEVRES	
2e circ. Robert Lassagne (E 78)		3e circ. Norbert Bealu (Autog éco)	
EURE	MARNE	SOMME	
3e circ. Gérard Benamou (E 78)	1e circ. Francis Bastien (E 78)	4e circ. Maurice Duques (Eco)	3,33
	1e circ. Chantal Mazelle (Eco)	TARN	
FINISTERE	2e circ. Michel Gruyer Eyrygnoux (E 78)	2e circ. Jean Claude Armengaud (E 78)	
4e circ. François de Beaulieu (E 78)	2e circ. Bernard Saulet (Eco)	TARN ET GARONNE	
7e circ. Jean Yves Moalic (E 78)	3e circ. Annie Bernal (Eco)	2e circ. Alain Jean (E 78)	5,45
GARD	4e circ. Jean Kerouredan (Eco)	VAR	
1e circ. Michelle Deglon (E 78)		2e circ. Guy Demenge (Eco)	4,2
2e circ. Guy Cambot (E 78)	MORBINHAN	3e circ. Yves Michelon (Eco)	3,41
	2e circ. Michel Le Cornec (E 78)	VAUCLUSE	
HAUTE GARONNE	MOSELLE	1e circ. Louis Giraud (Eco)	3,4
1e circ. Daniel Roussée (E 78)	2e circ. Roger Vuillaume (Eco)	1e circ. Claude Leroy (Eco)	
2e circ. Marie Christine Avriach (E 78)		2e circ. Henri Bouvol (Eco)	
3e circ. Philippe Duffetelle (E 78)	NORD	3e circ. Jean Louis Millet (E 78)	4,5
4e circ. Roland Lenormand (E 78)	1e circ. Christian Lapere (Eco)	VOSGES	
5e circ. Jean René Gouilly (E 78)	7e circ. Jean Marc Glantzlen (E 78)	1e circ. René Plumery (Eco)	3,88
GERS	9e circ. Michel Antoine Callens (E 78)	2e circ. Gilles Henry (Eco)	1,16
1e circ. André Dumont	10ème : Philippe Caron (Eco)	TERRITOIRE DE BELFORT	
	11e circ. Dominique Martin (E 78)	1e circ. Jean Paul Monnier (E 78)	3,8
GIRONDE	13e circ. Marc Liagre (E 78)	2e circ. Henri Leandre (E 78)	4,8
1e circ. Pierre André Bedos (Eco)	16e circ. Irène Perjent (E 78)	PARIS	
2e circ. Dominique Prost (Eco)	18e circ. Luc Coppin (E 78)	1e circ. Jean Claude Delarue (E 78)	5,06
4e circ. Richard Fritz (Eco)	19e circ. Raymond Depotter (E. 78)	2e circ. Dominique Bidou (E 78)	3,88
4e circ. Claude Maluski (Eco)			
5e circ. Alain Chambord (Autog. éco)	OISE		
10e circ. Gilles Ratia (Eco)	2e circ. Yvan Moyniez (Eco)		
	3e circ. Philippe Benoit (Eco)		
INDRE	ORNE		
2e circ. François Vulliod (E 78)	3e circ. Jean Luc Pithois (E 78)		
	PAS DE CALAIS		
	1e circ. Guy Gabriel Lancial (Eco)		
	PUY DE DOME		
	2e circ. François Vulliod (E 78)		

*Le système vit du secret
mais pour lui le secret n'existe pas*



SOUVENIRS D'UNE TABLE D'ÉCOUTE

Entre 1960 et 1962, j'ai moi-même travaillé aux «Tables d'Écoutes», pendant vingt et un mois, en tant que soldat appelé en Algérie. Dans la section où j'étais, nous avions affaire aussi à la censure de la presse, l'interception des mandats télégraphiques et un certain contrôle du courrier. Nous étions mieux renseignés que la plupart des officiers de l'armée française.

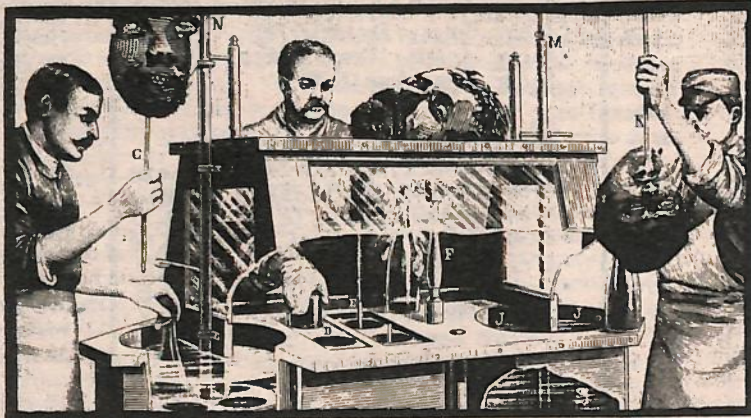
Un très gros câble sous-terrain partait de la Grande Poste d'Alger et arrivait aussi secrètement que possible jusque dans nos bureaux et nos ateliers. Les écoutes proprement dites étaient partagées en deux catégories:

- a) les écoutes générales qui surveillaient l'ensemble du réseau interurbain de toute l'Algérie, tout ce qui venait de l'étranger et tout ce qui sortait du pays.
- b) les «spéciaux», c'est à dire la surveillance de certains numéros particulièrement suspects.

A la Grande Poste, seul le directeur était sensé être au courant de ce qui se trouvait dans l'armoire plombée d'où partait le faisceau de câbles indiscrets. C'étaient des électriciens et des électroniciens de nos services secrets qui réalisaient les branchements.

Ces câbles aboutissaient à d'interminables rangs de magnétophones «Polydict». Dès qu'une personne décrochait l'appareil et formait le numéro, le magnétophone correspondant à la ligne se mettait en marche et enregistrait toute la conversation que les

opérateurs exploitaient sur d'autres magnétophones. D'un bout à l'autre de l'année, les magnétophones étaient branchés jour et nuit. Le Grand Inquisiteur palpait la langue et la conscience des gens.



Dans nos services, qui changeaient d'ailleurs très souvent de dénomination, travaillaient des militaires de carrière, des appelés, des civils, des métropolitains et des algériens. Ces services dépendaient directement du Président de la République, du Premier Ministre et du Ministre des Armées. Nous surveillions l'ensemble de la population: des personnes particulièrement «intéressantes», mais aussi la police, certains officiers supérieurs, des hommes politiques, certaines rédactions de journaux, etc. Les renseignements glanés et transcrits sur papier «top secret» passaient par nos chefs de services et étaient acheminés, en principe, à qui de droit dans la hiérarchie gouvernementale. Mais le putsch des

généraux en 1961 nous révéla que l'OAS avait réussi à recruter bon nombre de ses membres actifs dans des services comme les nôtres. Nous travaillions peut-être pour plusieurs patrons!

SOUVENIRS EN VRAC

* Trois semaines après le putsch manqué de 61, nous avions repéré le général S. en fuite chez le curé de G. (localité dans l'algérois) qui le cachait. N'étant pas très portés sur l'OAS puisque nous, les appelés, voulions une fin aussi rapide que possible de la guerre, nous l'avons signalé à nos chefs durant une quinzaine de jours. Mais le pouvoir politique en place a laissé courrir le général pendant une année encore.

* Au moment où le FLN (qui s'était tenu relativement tranquille dans les villes, au début de 1962, s'est mis à réagir contre les agres-

sions continuelles de l'OAS. Il a commencé à enlever les pro-OAS pour les vider de leur sang, destiné aux hôpitaux clandestins FLN. Les cadavres étaient jetés dans des fosses communes. Quand ces fosses ont été découvertes, le nombre des cadavres qu'elles contenaient fut intentionnellement minimisé. L'épouse du Dr L. qui avait été chargée de l'autopsie des corps en décomposition servait, elle, de boîte aux lettres pour l'OAS. Confrontée aux CRS et à la police, elle fut torturée, brûlures aux seins et blessures au ventre. L'officier sous les ordres duquel cela s'était passé a été promu et déplacé pour étouffer l'affaire.

* Mais nous avions également repéré, indirectement (et toujours par le téléphone) le nouveau chef qui devait réorganiser la Willaya d'Alger (région militaire du FLN). Le cœur n'y était pas pour le dénoncer. Nous collaborions à l'oppression du peuple algérien parce que nous n'avions pas su qu'il était possible de refuser, que des gens s'étaient couchés sur des rails, devant les trains français qui devaient emmener les jeunes appelés en Algérie; nous n'avions pas su que d'autres étaient allés en prison plutôt que d'aller tuer des gens qui défendaient leur pays, leurs valeurs, leur liberté. Nous étions coincés dans l'infamie machine, mais nous triions les informations et nous essayions de rester des êtres pensants.

* Cependant les «grosses affaires» que nous dépistions par téléphon-

ne, étaient des «perles rares» perdues au milieu d'une foule de renseignements sur la vie privée des gens... Tel directeur du port d'Alger, en instance de divorce, tenait des propos orduriers vis à vis de sa femme et les engueulades réciproques n'en finissaient plus. Telle mère algérienne racontait que sa fille venait d'être tuée alors qu'elle gardait les moutons, et que les militaires avaient tiré au mortier dans le troupeau, pensant que des fellaghas pliés en deux, se déplaçaient avec les bêtes. Espions dans l'ombre, nous nous imprégnions, jour après jour, nuit après nuit, des plaisirs, des malheurs, des grands élans, des noirceurs et des mille petites choses qui font la vie des gens.

La guerre d'Algérie est terminée. Mais la soif de pouvoir, de domination, l'hypocrisie et les oreilles indiscrettes demeurent. Je ne crois pas que la technique des écoutes téléphoniques se soit perfectionnée et que subitement les gens en place, par quelque élan généreux et humanitaire, renonce à ce moyen d'espionnage et de domination.

Alors, cher lecteur, quand tu parles au téléphone, sache qu'il peut toujours y avoir deux personnes qui t'écoutent: ton interlocuteur et ton «ombre». Ne manque jamais l'occasion de renseigner les curieux sur ce que leurs propres patrons leur cachent. Ils finiront peut être par devenir antinucléaires, objecteurs de conscience, autogestionnaires...

J.J. RETTIG

Massacre du printemps

Après la foire de Chalons s/Saone la foire à la sauvagine de Guingamp va avoir lieu le 18 mars dans les Côtes du Nord. La Sepnb appelle à une manifestation d'information avant que les foires à la sauvagine ne s'arrêtent faute de marchandise.

Une foire à la sauvagine c'est un marché où se négocient les peaux d'animaux sauvages (renards et blaireaux essentiellement). Une nouvelle fois, les associations de protection de la nature réclament

la suppression de ces foires qui sont une incitation financière au massacre. Elles proposent leur reconversion en marché d'intérêt écologique: stands de produits biologiques, foire à la récupération etc... Le groupement pour l'étude et la protection de la nature en baie de St Brieuc, la société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne et le collectif Ecologie 78 Bretagne organisent une journée d'information à Guingamp le 18 mars. Il ne s'agit pas d'aller s'opposer aux

chasseurs mais d'informer la population.

Rendez-vous à dix heures place de la Gare, défilé à travers la ville avec masques de nuisibles, musique, etc. A 11 heures, prise de parole suivie d'un pique-nique. A 14H exposition sur les petits carnivores, film-montage-débat.

J.M Herviot

Flics contre handicapés

Depuis début mars une large offensive policière s'attaque aux travailleurs au C.A.T (1) en lutte pour l'emploi. La police a retrouvé le fichier clients, et a monté diverses opérations contre les responsables de la section CFDT: perquisitions au domicile des militants, perquisition dans une banque, épiluchage du compte en banque personnel des syndicalistes, interpellation des délégués

syndicaux. Plusieurs dizaines de policiers et de gendarmes ont été mobilisés. L'objectif des pouvoirs publics était de faire main-basse sur les sommes provenant des ventes directes effectuées par les travailleurs en lutte, qui leur permettent d'assurer un complément de ressources aux handicapés. Il s'agit d'une grossière manœuvre d'intimidation contre la section CFDT. Les pouvoirs pu-

blics montrent ainsi en période pré-électorale leur mépris pour les handicapés qui vivent depuis un an la pénible expérience du chômage.

Section CFDT Besançon

(1) Centre d'Aide par le Travail pour les handicapés.

LIBRAIRIE

Le porte Képi Jean-Paul Lambert..... 42,00 F	Crocs-Malville, le dernier mot Conseil général de l'Isère..... 30,00 F
La 2 ^e porte à gauche Légitime défense..... 9,00 F	Le Guide du Militant Denis Langlois..... 12,50 F
Bataille d'Alger, bataille de l'homme J. de Bollardière..... 19,00 F	Survivre à Seveso Scientifiques, militants, Journalistes italiens..... 25,00 F
Les grévistes de la guerre Jean Toulat..... 25,00 F	Bien naitre Michel Odent..... 27,00 F
Les trafics d'armes de la France C.L.I.C.A.N..... 20,00 F	Pour une naissance sans violence F. Leboyer..... 25,00 F
La France Militarisée Brachet, Pons, Tachon..... 11,00 F	Agriculture biologique en France Lepape & Cadou..... 30,00 F
La Bombe ou la Vie Jean Toulat..... 25,00 F	L'objection de conscience Cattelain (Que sais-je ?)..... 9,00 F
Soumission à l'autorité Stanley Milgram..... 35,00 F	Signification de la non-violence J.M. Muller (CNV 1974)..... 4,00 F
César Chavez, un combat non-violent J.M. Muller..... 48,00 F	Une non-violence politique M.A.N..... 8,00 F
Gandhi et la non-violence Suzanne Lassier..... 14,00 F	L'Héritage J.M. Muller (CNV 1977)..... 4,00 F
Y en a plus pour longtemps Fournier..... 40,00 F	Le nucléaire et l'information Atelier Jadis Aujourd'hui..... 7,00 F
L'Evangile de la non-violence J.M. Muller..... 39,00 F	Aspects technique, écologique, économique et politique de l'énergie nucléaire Y. Le Hénaff..... 8,00 F
Les Quatre Fléaux Lanza del Vasto (2 vol.)..... 27,00 F	Psychanalyse culturelle Claude Bastien..... 10,00 F
La Force d'Almer Martin Luther King..... 25,00 F	Armements mondiaux la menace nucléaire S.I.P.R.I..... 5,00 F

Toutes les commandes sont à adresser à: GO CNV (service Librairie) BP 26 71 800 La Clayette. Participation aux frais d'envoi selon possibilités.

A lire dans le train en attendant le tunnel

HENRI, CATHERINE ET LE P.C.

Les femmes ont toujours joué un grand rôle dans la vie d'Henri Lefebvre. Et c'est ce qui l'a rendu sensible, avant beaucoup d'autres de l'intérieur du marxisme, aux aliénations de la vie quotidienne. Dans la recherche théorique, il fut ainsi, parallèlement au situationnisme et alors qu'on ignorait Marcuse, un précurseur - avant d'en être un des grands analystes - de l'explosion de mai.

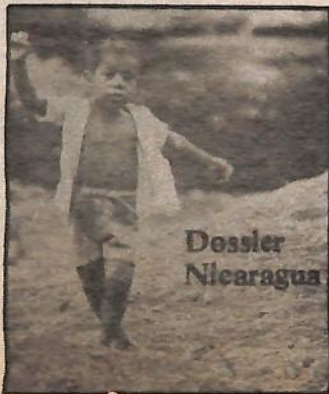
Lui qui, en 1956, avait rompu par antistalinisme avec le PC, est en train de s'en rapprocher et appelle à voter pour lui. Parce qu'il voit se lever un «vent du sud» dont les PC d'Italie, de France et d'Espagne lui semblent détenir les clés. Et aussi, comme il vient de le déclarer à *l'Humanité*, par opposition au PS. «Ou bien les socialistes n'ont pas de théorie et sont empiristes, - écrit-il - ou bien lorsqu'on constate une ébauche de théorie, chez Rocard ou chez Attali, on voit surgir un modèle d'Etat extrêmement dangereux». En effet cet Etat nouveau style «sous couvert d'autogestion se dégageait de toutes les contraintes de la gestion sociale pour ne plus se consacrer qu'à quelques problèmes fondamentaux, ceux, principalement, de l'énergie, de l'information et des relations avec le marché mondial». Une hétérogestion de l'autonomie, en quelque sorte.

Comme nous partageons tes craintes, cher vieil Henri, et ton désir d'un «antistalinisme fondé sur la décentralisation, et même jusqu'à l'autogestion proclamée comme principe» ! Seulement voilà, la réalisation de ce désir, tu la trouves dans le PC. Du moins dans l'une de ses tendances - celle de la jeunesse -, qui s'y opposerait aux stalinistes antiques et un nouveau courant technocratique proche du PS. Cette tendance que représente Catherine Régulier, étudiante de 20 ans, avec laquelle tu viens d'écrire ton dernier livre, *La révolution n'est plus ce qu'elle était*. Ah ! L'attraction passionnée...

*Henri Lefebvre et Catherine Régulier, *La révolution n'est plus ce qu'elle était*, éd. Halier, 1978.

L'AMERIQUE LATINE OUBLIEE

L'Europe est à la une, craintes et espoirs mêlés. Mais il est des pays où - encore ou déjà - la liberté ne se voit ou se rêve qu'au travers des soupiroux de caves. En Amérique latine par exemple. La connaissez-vous ? Le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, on en parle et vous savez, hélas : la faim, la torture, la mort. La Colombie, l'Equateur, le Venezuela, ça devient déjà plus lointain. Mais l'Amérique centrale, - entre Mexique et Panama ? Il s'en passe pourtant des choses, sur les bords bleus de la Mer des Caraïbes, comme au Nicaragua rempli, ces dernières semaines, de révolte espérante et de sang. Et êtes-vous au courant des enjeux du Traité que viennent de signer Carter et Torrijos à propos du canal de Panama ?



Sans négliger l'information sur le sous-continent sud, - *America presse*, revue mensuelle rédigée à Paris par des bénévoles français et latino-américains, a consacré une bonne partie de ses récents numéros à ces Etats du centre : dossier Guatemala en janvier ; dossier Nicaragua en février. Au sommaire du numéro de mars, un ensemble sur les femmes en Amérique latine. Si ça vous intéresse, et si vous le pouvez, abonnez-vous. On pourrait dire que c'est du copinage : je suis le directeur de la publication. Mais c'est plus que cela. C'est à cause de là-bas.

**America presse* 46 rue de Vaugirard, 75006 Paris. Le numéro : 5 f., l'abonnement d'un an) 11 numéros (50 F. CCP 33 589 56 La Source.

Paul Blanquart

DU DESERT A LA COURNEUVE

BILLY FRANCARABE ! : titre étrange, recouvrant en son insolite la réalité quotidienne de milliers de garçons et de filles qui vivent «à la française» dans leur «peau d'arabe».

L'histoire authentique de Billy commence dans la lumière du désert. Elle se poursuit dans le sinistre bidonville de La Courneuve pour s'achever dans une cité de transit jusqu'à quatorze ans, Billy concilie, sans problèmes apparents, les contrastes, les contradictions et les inédits de sa vie. Avec son adolescence, tout son passé se charge de menaces; il lui remonte en images troubles et en désirs inquiétants.

Ses cheveux, sa peau, son nom, sa religion, sa race... tout le harcèle. Différent, il veut cependant devenir comme les autres, il se doit d'être comme eux sous peine de dérive ! C'est pour Billy, comme pour des milliers de gosses de migrants, la seule possibilité d'exister dans un monde où la différence enfonce les pauvres et les mal nantis dans la classe toujours renaisante des... parias !

L'histoire de Billy n'a rien d'exceptionnel. Elle est celle de milliers de migrants, de ceux qui commencent à former un sous-prolétariat de jeunes particulièrement meurtris dans le plus profond d'eux-mêmes.

Cette histoire est d'ailleurs «agrandie» et comme projetée sur le grand écran du monde par des notes nombreuses et riches qui à elles seules, constitueraient presque un fascicule ; ces notes remettent Billy dans son contexte culturel islamique, méditerranéen, français.

Elles permettent de saisir Billy et ses frères dans leur condition de jeunes travailleurs au point où les détresses, les hésitations, les bavures de Billy se transmutent en questionnements de nos conduites, de nos racines latentes, de nos volontés de construire un monde où toutes les fleurs - fussent-elles du désert - aient le droit de s'épanouir et de nous enivrer...

Michel Fievet.

femmes

IL Y A DE QUOI SE POSER DES QUESTIONS

Après la condamnation à vingt ans de réclusion criminelle de Lakhdar Setti, algérien et violeur, aux Assises de l'Oise. On le savait, que le recours en justice n'était pas la panacée en la matière, on se doutait que notre démarche était à la portée de toutes les récupérations. Et puis c'est arrivé. Il a fallu un cognac au buffet de la gare pour remettre notre consoeur Martine Storti de ce choc ; et ce n'est pas ici qu'on lui jettera la pierre. N'empêche, «Libération» a pris le risque de remuer la boue et d'en essuyer les éclaboussures : après avoir lucidement constaté que «notre combat contre le viol, mené avec sérieux et affectivité, est dans une impasse», «Libération» a engagé avec le collectif des avocates de Beauvais une discussion sur d'éventuelles solutions pour en sortir.

Celles-ci avaient d'ailleurs suggéré une solution bâtarde, le sursis avec mise à l'épreuve, pour l'accusé ; une sorte de droit de regard inquisiteur qui dure cinq ans et qui implique des visites fréquentes chez le juge d'instruction. «On ne pouvait pas faire l'économie de la première étape» (la juridique) déclare Josyane Moutet, avocate ; d'accord, mais la seconde ? Evaluer le *pretium doloris*, le prix du préjudice... on s'expose à une comptabilité scabreuse, qui intégrerait des paramètres tels que l'âge de la victime, sa virginité, le nombre de fois, etc... ; à vomir. Sans compter que ça nous mène direct vers une valorisation du vagin qui rappelle fâcheusement les normes de la scholastique ; les exégètes se sont penchés sur le cas de Marie, ils ne vont pas tarder à s'emparer de celui de Carole.

Inversons les facteurs et conservons la démarche, l'occident judéo-chrétien est sauvé.

Il est tentant de conclure que les luttes ne profitent jamais à ceux qui les mènent. Qu'on oeuvre pour la postérité. Voire. D'abord, la postérité se fout de nos sacrifices, ensuite on se rendrait bien plus utile en faisant preuve d'imagination, ce sera toujours ça de gagné en matière grise pour les générations futures. Femmes et non-violentes, que dites-vous du viol ?

SUR NOS HEMISPHERES CEREBRAUX

Dans «le fait féminin» d'Evelyne Sullerot, édité chez Fayard. Cette sociologue a animé une équipe pour explorer les données biologiques et génétiques concernant les femmes. La science apporte de l'eau au moulin féministe. Depuis que Simone de Beauvoir, notre maîtresse à toutes, avait déclaré «on ne naît pas femme, on le devient», le fait culturel s'était imposé comme explication incontestable de l'être féminin. Et puis Marx est là, qui veille.

Et voilà que c'est la biologie qui fait justice au premier sexe : on apprend que, dans la nature, le sexe féminin est le modèle de base, qu'on peut transformer un embryon mâle en femelle mais pas l'inverse, que c'est pour ça que le sexe féminin est plus solide, plus résistant, et tout et tout. Mieux encore : les hémisphères cérébraux, assez distincts chez l'homme (le gauche contrôle le langage, le droit, la perception de l'espace), sont plus symétriques que chez la femme; sans doute une explication de «l'intuition féminine». En tous cas la raison pour laquelle les petites filles sont plus précoces que les garçons pour l'expression orale. Rien que des choses agréables pour nous dans ce livre.

Evidemment, il y avait le risque d'enfermer les femmes dans ce «fait féminin», c'est-à-dire de leur dénier la possibilité d'évoluer. Les auteurs du colloque esquivent brillamment cette accusation en affirmant «il a été plus facile de soulager la femme de l'allaitement avec du lait artificiel que d'inciter le père à donner le biberon à son bébé.» Ce qui tendrait à prouver qu'il est plus facile de changer la nature que de changer la culture. Par exemple, le fait de ne pas avoir l'obligation d'allaiter et d'échapper aux grossesses à répétition aurait fait apparaître de façon permanente le phénomène de la menstruation.

La menstruation, se demandent les chercheurs, serait donc une chose «contre nature»... J'ai toujours pensé que si Dieu avait de la conscience professionnelle, il n'autoriserait pas cette malédiction. Et que les féministes ne viennent pas nous chanter la gloire de la petite culotte tachée. Mais je m'égare. Un gosse par an ?

Heureusement que la science met de l'ordre dans tout cela. Mais vous savez la science, c'est un phénomène culturel comme les autres.

C.D.

Rappel: le livre de F. d'Eaubonne, «Ecologie et féminisme», est édité par A.T.P., 8 rue St Marc, 75002 Paris

MACCIOCCHI DE BOLOGNE

Ce «vent du Sud», Maria-Antonietta Macciocchi, ancienne députée de Naples, ne l'apprécie pas de la même manière : elle vient d'être exclue du PCI. Et ses tropismes l'attirent vers une autre jeunesse : celle des journées «autonomes» de Bologne, en septembre de l'an dernier. Cette jeunesse grouillante de vie et d'imagination qui, à Rome, quelques mois plus tôt, le 17 février, avait vidé de l'université, aux cris d'«idiot», le secrétaire général de la CGIL (le correspondant de notre

CGT), Lama. Comment ne pas penser à la déféstration de Juquin, neuf ans plus tôt à Nanterre ? «68, c'est bien; 77 c'est mieux !»: c'est un slogan du «mouvement» italien.

Mouvement que Macciocchi accompagne et décrit de façon chaleureuse, chatoyante. Avec les étonnants «mots» d'ordre de ses Indiens métropolitains et de ses radios barbares, subversion du langage, du berlinguerisme, du «compromis historique», de l'encadrement répressif du pays par la démocratie-chrétienne et le PCI : «après Marx, avril», «un éclat de rire vous enterrera», «nous prendrons demain le paradis», et cet admirable «conspirer c'est



«Vite occupons le paradis»

respirer ensemble» que j'ai depuis retrouvé inscrit dans un couloir du métro Montparnasse-Bienvenue. Mouvement dont «la réflexion sur le présent européen né de Bologne et de la dissidence, concerne le modèle global de la société politique en Europe, des écologistes à l'opposition des jeunes, qui a éclaté en Allemagne, et aux féministes».

Nous concerne donc. Oui, l'Italie a aujourd'hui beaucoup à nous apprendre. Renseigne-toi, Catherine. Et lisez Macciocchi.

*Maria-Antonietta Macciocchi, *Après Marx, avril*, Seuil, 1978, 192 pages.

Au delà des affrontements, au delà du politique (quand il n'est que politicien), au delà des mots de toutes races, il reste le regard des hommes. L'amour se lie dans le regard. - Vois les yeux du Oualli ! et tu comprendras...

Vive le Sahara libre !

La République Arabe Sahraouie démocratique (RASD) naît un jour de désert, le 27 février 1976. Un livre (1) et un film (2) fêtent cet anniversaire de la bataille d'un peuple. L'hommage qui suit est acte de fraternité.

La course au profit serait-elle responsable de la blessure d'un seul enfant - un soldat mauritanien de 14 ans, brûlé par le napalm français ? - qu'elle serait inexcusable.

Au Sahara, comme dans d'autres ailleurs du Tiers-Monde, les forces impérialistes se heurtent aux peuples, à la mémoire des peuples, à la terre des peuples. La guérilla précède quelquefois le génocide. On tue, alors, le plus massivement, le plus exactement, le plus efficacement possible.

Défendre le pays, pour un de ces soldats français, embarqué un soir de décembre à Blagnac-Toulouse dans un DC8, signifie : lutter contre un peuple qu'il ignore, sur une terre qu'il ignore, pour des intérêts qu'il ne saura jamais !

Lorsqu'on tue, c'est décidément souvent au nom de l'ignorance et du mensonge. Pourrait-on se battre si l'on savait ?

Cette France prolongée dans les armes fratricides des ses jaguars, cette France qui se permet de refuser la naissance d'un peuple, cette France-proxénète en perte d'humanité, présage le vide de son futur. Les conquérants s'en vont inexorablement aux oubliettes de la décadence...

Lorsque je suis descendu de l'avion qui me ramenait du fond saharien, lorsque j'ai senti l'hystérie électorale, lorsque j'ai vu les immeubles, les voitures, les usines, les affiches de tristesse collées aux murs de tristesse, j'ai songé à ce mot d'une amie canadienne : « En Europe, il n'y a plus l'espace physique ni l'espace mental pour muter ! ». Dégoût de sentir que tout a l'air déjà joué, que l'utopie vient trop tard. A l'autre bout du désert, un peuple se lève; est-ce notre déclin en expansion qui lui empêchera de vivre ?

Je revenais du pays d'où les hommes sont souvent beaux, et j'étais jaloux de leur ciel...

Qui pourrait parler au nom du peuple ? Le Sahara, le Sahara Occidental, occupe une position stratégique déterminante dans la logique des blocs Est-Ouest. Sa frontière atlantique, très longue, sa po-

sition d'enclave dans l'Afrique et le monde arabe (il touche le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie) en font une terre de convoitise. Sa texture politique, le jeu de ses alliances, déterminent ici et là, la connivence, l'assistance ou la haine. Un peuple

de 500.000 habitants (3) dont le bras armé, le Front Polisario (pour la libération du Saguia El Hamra et Rio de Ojo) répercute des idéaux socialistes, ne pouvait impunément voir le jour. Les chiens de garde savent aboyer !

Bien évidemment, le Maroc royaliste a besoin du Sahara. Hassan II a réaffirmé ses prétentions au «Grand Maroc» tout récemment. Les difficultés intérieures notables du régime marocain trouvent, dans cette cause, le bouc-émissaire qui fonde l'unité nationale. Plusieurs groupements de Gauche marocains sont ainsi en contradiction avec leurs idéaux et participent à la revendication territoriale. Tous unis pour la victoire, air connu ! Ami de la France giscardienne (si aventurière dans le domaine africain !), par là des américains, le Roi Hassan II, un tantinet mégalomane, se fait fort de reconquérir cette terre dès le départ des Espagnols qui la maîtrisaient.

L'Algérie socialisante (est-elle dépourvue de difficultés intérieures ?) ne pouvait laisser les Sahraouis à la merci de la féodalité expansionniste. L'U.R.S.S., d'ailleurs qui ne cache pas ses amitiés, s'intéresse à toute éventuelle ouverture, par le jeu du commerce des ventes d'armes, entre autres, dans l'Ouest-africain. La Mauritanie, qui a choisi le Maroc a-t-elle joué une bonne carte ? Son président Ould Dadah risque de se mordre les doigts. On sait que, traditionnellement, Sahraouis et Mauritanien sont des peuples frères. Les désertions, la non-combativité de l'armée mauritanienne pourraient rendre compte de cette situation. Le terrorisme urbain apparu à Nouahdibou ces derniers jours serait la preuve déterminante de connivences populaires mauritano-sahraouis.

Ce conflit, dès le départ, joue la carte de l'internationalisation.

Des richesses minières comme le phosphate, le fer et l'uranium (4) aggravent la convoitise des extra-territoriaux (et leur participation guerrière !). On peut remarquer, à ce propos, l'utilisation para-militaire du personnel de la firme S.N.I.M.

(Société nationale industrielle et minière) Cominor. Plusieurs «otages» français ont reconnu leur participation directe ou indirecte à l'entretien guerrier. L'excuse du franc lourd CFE suffit-elle ?

Réduire, pourtant, le conflit, à cette seule incursion des puissances, en faire une histoire Algéro-Marocaine permettrait d'oublier, magiquement et tragiquement, que la lutte vibre dans le cœur d'un peuple.

Un peuple qui demande à exister. L'auto-détermination des Sahraouis fait de cet épisode, la véritable trame de l'histoire. L'indépendance, la création originale d'un état sont en jeu. Au risque d'oublier les réfugiés (à qui l'O.N.U. a accordé un programme d'aide de 12 millions de dollars - la mission Sahudrin Agha Khan), au risque d'oublier qui meurt sous les attaques Maroc-Françaises, il fallait parler des Sahraouis, expliquer leur histoire, témoigner de leurs désirs. Et ce, à tout prix. Il y va d'un peuple, de sa juste envie d'être tel qu'il bâtit son histoire. Et celle-ci passe à «gauche».

Le Sahara est un pays étrange. Terre oubliée où le vide angoisse très vite ceux qui se grisent de l'agitation névrotique occidentale. Ici, le soleil monte réellement dans le ciel. Dans les ergs de sable troués de palmeraies miraculeuses, des hommes, remarquablement adaptés, dotés d'une technologie parfaite, suivent des pâturages de misère, à la grâce d'Allah. Difficile de ne pas être religieux dans ce pays ! La condition d'homme est si précaire, il faut savoir parfaitement l'eau, le bois, l'askaf (une herbe salée), l'orientation, le sable. La guerre, dans ce pays, est une seconde nature. L'histoire des Sahraouis, «aussi loin que porte la mémoire collective» rime avec la dureté du combat. Les cimetières des envahisseurs portugais, espagnols, anglais, français, hollandais tués, lors des assauts contre un peuple solidaire de sa terre, en témoignent. Le Sahara ne fut réellement colonisé par les Espagnols, que par les traités plus ou moins souples de 1884. Dans la curée des colonies, la France et l'Espa-



Photo Gérard Blancourt

gne s'étaient disputés le Sahara. Ainsi, et qui le sait aujourd'hui ? de nombreux Français tombèrent de 1899 à 1934 en disputant le fond du Sahara aux autres forces colonisatrices. L'ennemi commun étant l'autochtone le sahraoui. Ce fut le temps des Ghaziâns (des rezzous). Guerriers, patriotes et religieux, les Sahraouis n'ont jamais craint de s'aligner au rang du Chahîd (martyr). Ils se battirent comme tel. De cette vieille pratique de la guérilla, les Sahraouis ont tiré les enseignements en 1977, même lorsque la Land-Rover a remplacé le chameau. Ils continuent de surprendre l'ennemi en arrivant par des pistes totalement ignorées. Ils possèdent une maîtrise incroyable de l'espace désertique. Le buisson, la bosse, le creux, deviennent un repaire, une cache, aussi sûr et épais qu'une forêt ardennaise. Cet héritage historique des rezzous du passé peut expliquer l'incroyable imagination d'une guérilla du désert !

En 1957, les forces armées du Maroc (F.A.X.) affrontèrent une armée de libération sahraouie, qui commençait à faire parler d'elle... Ce fut dans les années 60 que, véritablement, émergea un mouvement nationaliste. Une sédentarisation accrue, à cause de la sécheresse (nous touchons le Sahel !) favorisa le brassage des idées. N'entendait-on pas sur les ondes, dans les villages où l'on se groupait, des nouvelles de la victoire de petits peuples sur des géants ? Le colonialisme brûlait. Et l'âme nationaliste s'y enflammait.

Un militant nationaliste, Bassiri, catalysa ce qui n'osait encore se dire : une terre sahraouie indépendante ! Bassiri espérait - sans trop y croire - une possibilité pacifique d'émancipation. Les Espagnols voulant mener à terme leur politique d'intégration par un plébiscite populaire, convoquèrent, un 17 juin, le gôtha du Sahara pour célébrer une « union historique ». Le peuple profita de cette journée pour manifester non-violentement son existence, et réclamer l'autonomie interne (prélude à l'indépendance !). Une kermesse, des chants, de la joie colorée, s'opposèrent au gouverneur et aux militaires d'El Aïoun dans le quartier de Zemla. Des unités de l'armée, sympathisantes des Sahraouis, rejoignaient la foule, après avoir déposé leurs armes selon la consigne. Femmes et hommes des autres quartiers d'El Aïoun rivalisaient d'astuces, pour pénétrer dans Zemla encerclée. La foule impertinente ne se laissa pas récupérer par les paroles démagogiques du colonisateur. Une militante, Salka, démolit un officier armé qui intimidait les manifestants. L'autorité ouvrit alors le feu sur les gens. Bassiri, qui aurait pu échapper à la rafle qui suivit, resta, pour ne pas être considéré comme un aventurier sans scrupule. « Même en prison... il restera un espoir ». On ne revit jamais Bassiri. A lui, associé à tout jamais, l'idée de vivre libre, indépendant et Sahraoui....

Mai 73, le Front Polisario est né. Le 20 mai, rapidement, la lutte armée prend le relais des discours. Le chef guerrier, le très splendide et charismatique El Ouali part au combat. Dans le peuple, des militants parlent, exposent, expliquent et font des adeptes. Le Sahara démocratique et socialiste se concrétise. Le travail politique central se fit alors dans les actes de soutien aux combattants. Des

femmes vendaient leurs bijoux, passaient des nuits à tisser les vêtements et préparer les équipements de guerre. Cette solidarité réveilla l'intuition du « national » chez ce peuple à la carrure « tribale ». En 1975, l'Espagne s'appête à quitter définitivement le pays. Elle refuse de favoriser la consultation sur l'autodétermination, qu'elle approuvait auparavant. Hassan II brigue, sans ambiguïté, le Sahara, et l'Espagne a besoin du Maroc. Les soldats espagnols (la fameuse « Bandera » étrangère) dégoutés de céder ainsi aux pressions royales, ne se gêna pas pour quitter le pays non sans avoir dédommager les rebelles sahraouis. Armes et matériels s'échappent en douceur...

Hassan II lance alors sa fameuse « Marche Verte » à la mi-octobre 75. Cette fiesta déconcertante, si chaleureusement reprise par les médias, organise l'occupation du Sahara. Le 30 octobre, les armées marocaines se déploient loin dans le désert. C'est la guerre. Avec la guerre : l'exode. Les populations sahraouies se retrouvent refoulées jusque vers la frontière algérienne (Tindouf entre autre...). Dans des « Mouk-hayanat », ces villages de tentes pour réfugiés, se constituent les bases d'un « peuple expérimental ». Là-bas, in vitro, on élabore les règles de la société future. Les valeurs tribales avec leurs cortèges de discriminations s'accordent mal avec une démocratie de type socialiste. Ces mêmes valeurs fondent aussi l'originalité et la référence historique, géographique de ces gens. Les militants du Front Polisario ont choisi de rester prudents dans le bouleversement de ces traits sociaux anciens.

**« Nous sommes le peuple sahraoui
peuple libre
peuple pur, peuple fier
peuple d'Afrique
Nous gardons vie aux vertus authentiques
de notre ancestrale vaillance
que protège le temps et notre honneur de
Nomades
et nous est plus précieuse que notre sang...
Nous sommes le peuple sahraoui
et pour un état libre
nous proclamons la révolution
qui étonne le monde et soit modèle de la
démocratie
Nous sommes le peuple sahraoui**

La pierre lorsqu'elle prend son envol ne reviendra plus dans ta main (proverbe assani). L'irréversible est joué.

Ce sens du destin engagé, ce sens de la responsabilité, si fort chez El Ouali, au point qu'il en mourra, sera l'égal mesure de la détermination sahraouie.

Le 27 février 1976, la République Arabe Sahraouie démocratique est proclamée dans la liesse. Onze états la reconnaîtront. Au-delà, le Maroc « brûle la terre », les gens fuient sous les attaques aériennes, les troupeaux sont détruits... Il faudra que ce peuple en marche se gouverne, s'organise. Ce sera l'accentuation de la démocratie révolutionnaire dans les villages de tentes.

El Ouali va attaquer « par amour » cette Mauritanie sœur, qui s'est installée plutôt « mal gré » dans la guerre. Le Train Minéralier sera un objectif tentant, les villes de

Nouahdibou, Zouerate, Nouakchott, elles aussi. A Nouakchott, il n'était plus possible d'ignorer les projets offensifs des sahraouis. On s'organise pourtant mal dans cette ville qui abrite de nombreux coopérants étrangers...

« Fulana (une telle), vas-tu nous donner quelque chose à manger... Tu n'as rien ? Tant pis, avant de prendre le thé, as-tu d'abord quelque chose à nous faire entendre ? » El Ouali sortait de sa poche une cassette qu'il écoutait pour la deux millième fois avec le même plaisir....

El Ouali était de ces gens, sensuel, qui ont tant besoin de « une chose comme de l'air qu'on respire ». Ce guerrier était un amoureux de sa terre. Il mourra dans l'attaque de Nouakchott. Le peuple, comme orphelin, pleurera son héros. Mais ici, le héros mort n'entraînera pas son peuple au tombeau. L'offensive Chahîd El Ouali (martyr El Ouali) succèdera à la tristesse. Aujourd'hui cet homme que les poèmes appellent « Lulei » est un symbole précieux. (comme a pu l'être le Che...) : « El Ouali mort ? dira son frère, mais chaque Sahraoui est un El Ouali » et le peuple blessé chante son héros. En 1978, la voie du train minéralier n'a retrouvé aucune tranquillité... Les Sahraouis ont vaincu leur crainte des tanks, ils doivent maintenant faire face au Napalm des avions français.

L'Algérie joue un rôle décisif dans cette histoire. Elle a reconnu la R.A.S.D. et cimente grâce au Polisario, sa querelle contre le Maroc. Est-elle engagée réellement dans le conflit ? ... On rapporte quelquefois, dans le Sud Algérien que des corps de soldats ont été ramenés (sans autorisation d'ouvrir les cercueils...). Il était alors évidemment facile de faire de l'Algérie l'antagoniste solitaire de l'agression marocaine. Oublie-t-on qu'elle est favorable à l'autodétermination du peuple Sahraoui ? Oublie-t-on qu'elle n'a jamais prétendu étendre ses possessions sahariennes ?

Peut-on prêter foi à ces élucubrations de la création d'une grande armée saharienne (Tchad, Sahara, Niger, Algérie), manipulée par les Russes, afin de s'assurer le contrôle des richesses minières ? On a même écrit que les premiers incidents pourraient se produire vers Arlit (au Niger) où se trouvent les mines d'uranium gérées par le C.E.A. Français. On a dit, avec l'incroyable affaire des « otages » français, soi-disant détenus en Algérie, que le conflit était une visée personnelle de Houari Boumediène. Tout se sait dans le désert, je peux affirmer, et je ne suis pas le seul, que les Français n'ont pas été, comme on l'a entendu, détenus à Adrar.

Mais qu'importe l'endroit ; c'est à l'absurdité des frontières sahariennes que nous sommes confrontés. Le désert est un univers unique, l'histoire de ces habitants est seule créatrice des vrais partages.

Lorsque les Sahraouis demandent un état libre, on peut leur faire confiance. Lorsqu'ils évoquent des fédérations d'un grand Sahara, on peut les comprendre. Regardez la combativité douteuse des Mauritanien. El Ouali n'était-il pas leur frère ?

Aujourd'hui, la France, depuis décembre,

s'est engagée sérieusement aux côtés marocains. Les conflits de l'Étiopie, de l'Ogaden marquent l'absurdité des frontières héritées du colonialisme. La mort s'étend dans cette partie du continent. Ce n'est pas en acclamant la paix que le pays la retrouvera. Il faudra véritablement le désengagement des intérêts impérialistes. Les Français doivent aussi tenir compte de ces principes en votant en mars ! Il est vrai (les Sahraouis l'ont rappelé lors de février, dans la bouche du ministre Lamine) qu'ils espéraient beaucoup de la gauche française pour que les choses changent.

L'effort du peuple sahraoui est concrètement brisé par V.G.E. Le doux Senghor n'est pas non plus innocent : les attaques françaises ne partent-elles pas de Dakar ?

Je ne sais ce qu'il faudrait dire pour dénoncer l'ignominie de tels actes. Tellement nous sommes habitués, tellement nous avons, en nous, cette médiocrité occidentale du sens de l'autre.

C'est si loin l'Afrique, c'est si loin l'Asie.. Que l'indifférence ne se lève pourtant jamais ! Elle est oubli de soi en même temps que l'autre. Nous pouvons aider le Sahara (5). Au nom de la joie de ces habitants.

Lulei est mort et je me suis senti blessé ; par quels liens ? Par quels savoirs ? Par quelles images ? Nous ne savons pas l'histoire des pourquoi de nos sentiments, mais les comment. Ces déroulements historiques que nous fabriquons, que nous

inventons, nous les savons. A l'heure de la mort les gens du désert ont sur leur tombe une poterie...

Là où l'eau est si précieuse, l'outre, la poterie sont des outils de vie... J'ai dit que la guerre était la seconde nature des Sahraouis. Je sais que la paix est leur première. Seul, en fait, cela compte....

Asselin

Notes

(1) Les textes en italique sont tirés de l'admirable livre d'Amhed Baba Miske : « Front Polisario, l'âme d'un peuple » aux éditions Rupture (31 F.). 18 avenue de la République, 75011 Paris. Ce livre est essentiel pour comprendre l'ampleur du problème saharien. Il se termine par un entretien avec Jean Lacouture.

(2) « Le Sahara n'est pas à vendre », film de Jocelyne Saab

(3) Difficile d'établir le chiffre exact de la population nomade... On oscille entre 500.000 et 1.000.000.

(4) Des traces d'uranium laissent penser qu'il y en a beaucoup plus... !

(5) En France, l'association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique (B.P. 236, 75264 Paris Cédex 06) organise en permanence une aide alimentaire et médicale au peuple sahraoui.



La croisée des mots

Je vous rappelle les termes de mon contrat : constituer un lexique critique pour nos luttes actuelles et futures. Dans l'histoire du militantisme, c'est une nouveauté. Il vous faudra par conséquent plusieurs séries comme celle qui suit pour comprendre comment ça fonctionne et comment vous en servir. Important : 1. Chacun des mots peut donner lieu à plusieurs articles contradictoires. La critique est donc ouverte et constamment remaniable. 2. C'est à vous de vous déterminer quant à l'usage de tel ou tel mot. Je ne fais en général qu'indiquer les pièges et comment ils nous attirent. 3 Les mots nouveaux que je propose ne représentent qu'un moment de mes propres recherches et sont mis comme les autres en discussion. Soyez aimables de ne pas m'y enfermer....

Les quatre articles qui suivent ont été choisis pour une certaine proximité de sens. Il n'en sera pas toujours ainsi. La formule du feuilleton permet, comme vous le verrez, toutes sortes de variations.

NB : Je compte d'ailleurs sur nos lecteurs pour compléter mes critiques en m'envoyant des articles - et s'ils contredisent les miens, tant mieux !

LAMBÉRT

Besoins

(à suivre)

Fâcheux - inutiles ou néfastes - ceux qui accroissent la quantité de travail, donc l'exploitation des hommes et de l'environnement. Légitimes, ceux qui exigent le minimum de matériaux, d'énergie, peuvent se résoudre d'une manière autonome et s'harmoniser avec les chaînes environnementales (chaîne alimentaire, recyclage).

Ce schéma, désormais courant, est séduisant. Il appelle cependant trois séries d'objections :

1) Il ne fait que contrebalancer une morale - celle du travail gratifiant, rédempteur, etc - par une autre morale, qui donne comme but à la société de s'harmoniser avec la Nature pour nous déculpabiliser totalement. C'est l'écologie des saints.

La critique de la religion du travail aboutit fatalement à une remise en cause des besoins, et de là à une tentative de partage entre les besoins fâcheux et les besoins légitimes.

Paresse

La religion du travail pour le travail est détestable. Mais faut-il pour autant valoriser la paresse ? Il devient de règle de citer «Le Droit à la Paresse» - au moins le titre - de Paul Lafarge, qui fut le gendre de Marx. On se gargarise aussi beaucoup, depuis peu, de «paresse créatrice». Observons cependant que :

1) Le «droit à la paresse» est une revendication douteuse. Car il est déjà inscrit dans les faits. Le malheur, c'est qu'il ait toujours été réservé à une minorité et par conséquent synonyme de privilèges. Mangez-vous de ce pain-là ?

2) L'expression «paresse créatrice» est probablement celle qui désigne le mieux ce que nous voulons abattre. N'est-ce pas en effet par paresse que les choses sont maintenues ... ou embellies dans l'état que nous connaissons ? Qui niera que cette paresse soit créatrice, - d'emplois, de «richesse», de «culture» et autres perles destinées à enjoliver le P.N.B. ... ?

Heureux ceux qui n'ont jamais connu de paresseux. Ils peuvent encore nourrir des illusions sur la solidarité naturelle du genre humain. Quant à ceux

qui en ont l'expérience - que ce soit dans le cadre du travail salarié ou dans celui d'une communauté, elle est toujours aussi pénible -, ils savent que la paresse n'a absolument rien de révolutionnaire et qu'elle se branche plutôt sur le mépris des copains que sur une réflexion - forcément laborieuse - sur la nécessité de ce qu'on doit faire.

On peut toujours se livrer à une apologie de la paresse en milieu étudiant ou dans les salons de gauche. Mais devant des ouvriers et des paysans, la plaisanterie est aussi douteuse que de s'afficher violeur en milieu féministe. Inutile, donc de forcer le sens des mots. Parlons plutôt de résistance passive, de boycott, de gratuité, de loisir. Réfléchissons à l'écart qu'il y a entre le minimum de travail vital et celui que notre perfectionnisme invente. Remettons en question notre qualification par le Travail ou par notre rendement au travail. Et (re)lisons sérieusement «Le Droit à la Paresse» (1) pour bien comprendre les limites du pamphlet et dire moins de sottises sur la seule foi de son titre.

(1) Maspéro, Éd.

2) Il répond aux arguments de la technologie courante par d'autres arguments technologiques, qui nous enferment comme les précédents dans des calculs de prix de revient dont le fin mot ne peut être donné que par des spécialistes ou des ordinateurs.

3) Il néglige les pulsions profondes - celles de la sécurité, de sacrifice, de dépendance, notamment - qui font que nous avons besoin des besoins que nous incriminons et qui les dirigent vers toujours plus de travail...

Dans ces conditions, le slogan «Réduire nos besoins» peut parfaitement s'accorder avec une économie de crise ou de guerre, c'est-à-dire avec un soutien du capitalisme.

Comment sortir de cette difficulté ? D'abord en clarifiant ce qu'on entend par «besoin». Ensuite en s'interrogeant sérieusement sur les fantasmes que nos «besoins» assouvissent. Enfin en recourant à des notions nouvelles, comme celle d'écart, qui feront la part du risque et de la gratuité.

Nous sommes tous des enragés

La semaine dernière, Thomas Mathiesen nous retraçait les grandes lignes du mouvement de contestation du système pénitentiaire scandinave, plus particulièrement à l'extérieur des prisons sous la forme d'organisations pour une réforme intégrale du système en question. Aujourd'hui, il nous relate l'histoire des syndicats de prisonniers à l'intérieur de l'univers carcéral...

Le premier syndicat scandinave des prisonniers vit le jour en Suède (octobre 1970) à l'occasion d'une grève nationale de la faim dans les 35 prisons réparties à travers le territoire. 50 % des détenus sur les 5 000 que recensait le pays à cette époque, participèrent à cette grève. Soutenue par le Krum (Association nationale suédoise pour la réforme pénale) et largement popularisée par la presse, l'administration pénitentiaire se trouva bientôt acculée à la négociation (novembre 70) avec les représentants du F.F.C.O. (Organisation centrale des prisonniers unis. Premier syndicat des détenus) de la prison de Osteraker, près de Stockholm. Cette grève fut en partie le résultat d'une profonde insatisfaction provoquée par les modernes «prisons-usines» suédoises qui relèvent des prisons du «Meilleur des Mondes» avec sa sécurité maximale reposant sur des innovations électroniques, des tunnels souterrains entre les ateliers et les cellules, des ateliers immenses et stériles, etc. Les détenus réclamaient certaines améliorations dans leurs conditions de vie (système de permissions plus libéral, amélioration de l'organisation des visites, abolition de la censure du courrier et reconnaissance officielle du F.F.C.O. comme organisation représentative des détenus) et, très important, des négociations à l'échelon natio-

nal entre les prisonniers et l'administration pénitentiaire. Cette action d'éclat provoqua une réaction du ministère suédois des affaires pénitentiaires (avril 1971) au travers d'un communiqué destiné aux États-Unis et à la Grande Bretagne : «D'après les experts en droit, les négociations qui débutèrent le 30 novembre 1970 à la prison de Osteraker étaient uniques dans l'histoire. Elles ont placé sur un pied d'égalité les délégués des 5 000 détenus d'un côté et les représentants de l'administration pénitentiaire et les syndicats de personnes de l'autre....»

Les événements résumés plus haut ont apporté une expérience importante et instructive aux détenus suédois (et au Krum). En décembre 1971, les autorités invitèrent les prisonniers à de nouvelles «discussions» nationales, mais cette fois-ci à la prison de Kumla. Celles-ci découlaient de ce genre de «négociations» comportaient peu de risques pour elles. Ces «négociations» n'offrent rien aux prisonniers, alors qu'elles donnent une légitimité supplémentaire aux autorités, baignées dans une apparence de démocratie. Ce jour-là, le drapeau suédois flotte fièrement au-dessus de Kumla et les délégués de l'administration arrivent à l'heure dans leurs limousines noires, impatients d'entamer les discussions. Cette fois-là pourtant, les détenus abandonnent très tôt les négociations dès l'instant où il devient évident qu'aucune décision ne sera prise.

Dans les années qui suivirent les «négociations» de 1971, les détenus suédois n'essayèrent pas d'obtenir des concessions fondamentales ou des pourparlers par la grève perlée ou la grève de la faim. Ils tentèrent plutôt, par des actions brèves (grève de 24 heures, 3 jours, etc) de faire connaître leurs revendications au monde extérieur, aux groupes ou organisations politiques (comme les syndicats des tra-

vailleurs), susceptibles de coopérer avec eux. De cette manière, par des actions internes, se créèrent des appuis extérieurs. Dans ce genre de travail, les organisations telles que le Krum, jouent un rôle crucial de liaison.

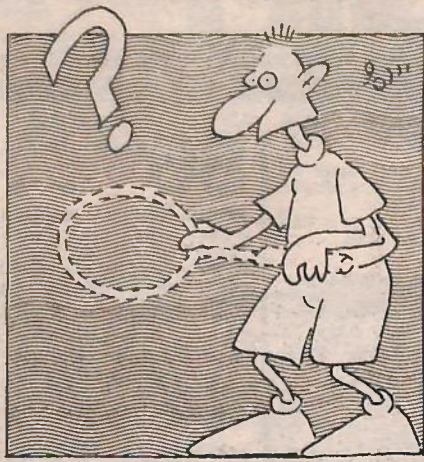
les syndicats norvégiens et danois

Les syndicats de prisonniers en Norvège et au Danemark se sont développés sur l'acquis constitué par l'expérience suédoise. Le syndicat norvégien F.F.F. s'est constitué en juillet 1972 à la prison nationale d'Ullersmo, près d'Oslo. Là, les détenus présentèrent un cahier de revendications générales et particulières (ces dernières portaient sur l'assouplissement des contrôles durant les visites, trois semaines de congés annuels intra-muros et la libre disposition de rémunérations perçues pendant le temps d'incarcération). Les détenus demandèrent une entrevue avec le directeur qui leur fut refusée. Ils décidèrent de répliquer par une grève et, sur la base de l'expérience suédoise, le Krom (Association norvégienne pour la réforme pénale) conseilla aux détenus d'engager une courte grève, signal d'alarme à l'intention de l'opinion publique. Cette grève dura 24 heures tandis que les prisonniers des cinq autres grandes prisons apportaient un large soutien à leurs confrères d'Ullersmo par des grèves, des lettres de sympathie, etc. Pour la première fois, une action d'ampleur nationale secouait les prisons norvégiennes, un peu grâce au Krom qui ne cessa de transmettre des communiqués aux agences de presse, expliquant les revendications des taulards aux mass-média. Si bien qu'un sondage révéla que 34 % des personnes interrogées affirmaient que les détenus se trouvaient dans leur droit en créant un syndicat.

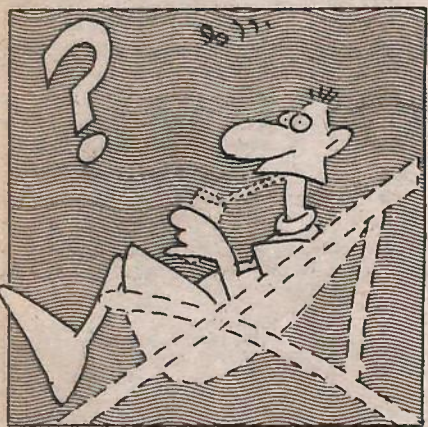
Supprimez les accessoires suivants :



- travail.....



- loisirs....



- paresse...



Loisirs

Au pluriel, le mot désigne une branche industrielle particulière avec des profits, des pollutions spécifiques et des emplois qui intéressent un certain nombre de prolétaires à l'exploitation d'autres prolétaires (lesquels paieront d'autant plus cher que leur paresse aura été mieux entretenue par les médias).

Mais une large partie des prisonniers qui participèrent à cette grève subirent les retombées de la répression (certains détenus d'Ullersmo se retrouvèrent au mitard pour des semaines). Les autorités réussirent à gommer le F.F.F. qui n'existe plus que dans l'esprit des détenus. Élément propulsif de la lutte, il a cependant permis de relancer plusieurs grèves importantes en 72-75, en particulier à Ullersmo. Elles ont voulu être des signaux vers le monde extérieur plutôt que des moyens de pression directs. Ces grèves se proposaient d'éveiller l'attention d'organisations

politiques plutôt que de s'enliser dans des négociations internes avec l'administration. Elles mirent en évidence des questions concrètes à travers lesquelles le public pouvait s'identifier (la mort d'un détenu par manque d'équipement médical, l'absence de système de protection dans les ateliers, etc), ignorant volontairement les objectifs globaux.

Ajoutons quelques mots sur le syndicat danois des prisonniers, le F.L.O. (Confédération du travail des prisonniers). Il s'est créé à l'issue d'un meeting près de Copenhague en novembre 1973. Les participants se trouvaient être des détenus en permission et l'organisateur, le Krim (Association pour une politique pénale humaine). Peu de temps avant sa naissance, durant l'été 1973, une grève nationale éclatait dans les prisons danoises. Cette

grève mettait surtout en avant des revendications salariales. Le syndicat danois demanda l'ouverture des négociations. Ceci démontre que la communication des expériences antérieures norvégiennes et suédoises est difficile, malgré la proximité de ces trois pays. Elle est cependant vitale et nous devrions faire en sorte qu'elle soit efficace. Des différences nationales peu-

vent certes justifier des stratégies et des tactiques différentes. Mais si l'échange d'expériences se faisait, la rationalité des choix y gagnerait certainement.

quel est le travail accompli ?

Finalement, quel fut le travail accompli par ces organisations de réforme opérant en milieu ouvert et les organisations de détenus intra-muros en Scandinavie ?

Nous avons enregistré quelques succès modestes, mais le chemin à parcourir reste long et difficile. Le cas norvégien pourrait être pris en exemple. En Norvège, les travaux forcés pour les soi-disant vagabonds alcooliques ont été abolis en 1970, après une dure bataille qui s'étendit sur plusieurs années. Un projet visant à créer des «centres de détention» (prison pour les détenus de courte durée) pour les jeunes délinquants, et la loi qui devait permettre la réalisation de ce projet ont finalement dû être abandonnés par le gouvernement en 1971. Le système des prisons spéciales pour jeunes a été aboli en 1975. L'utilisation de la détention préventive à durée indéterminée pour les délinquants jugés «dangereux» va certainement être restreinte dans son application. L'administration pénitentiaire a dû considérablement assouplir la censure qu'elle exerçait sur les manuscrits destinés à la presse, ce qui rendit possible une contre-information émanant des détenus en brisant le monopole traditionnel de l'administration sur l'information. La censure du courrier a été atténuée et le système des permissions quelque peu élargi.

En 1919, le sociologue allemand Max Weber disait que «la politique est une longue et dure percée dans un matériau den-

se, effectuée avec passion et précision». Il aurait pu tout aussi bien parler du travail des mouvements de réformes pénitentiaires dans les années 1970.

Thomas Mathiesen

Mise au point

A PROPOS DU CAP

Chers Amis,

A la suite de l'article sur le C.A.P. paru dans votre N. 198 du 23 février 1978, et signé Mandrin, il convient, je pense, afin de rétablir la vérité sans aucune équivoque possible, d'apporter les précisions suivantes en ce qui concerne les relations et corrélatives réelles ayant existé entre le Groupe d'Information Prison (G.I.P.) et le Comité d'Action des Prisonniers (C.A.P.). Cette mise au point me paraît d'autant plus indispensable qu'elle permettra, j'espère, d'effacer les malentendus, les interprétations fantaisistes de quelques gaudes en mal de zizanie, ainsi que les erreurs ou maladresses involontaires que certains copains du C.A.P. ou moi-même, à titre personnel, aurions pu commettre à ce sujet. Surtout, ne voyez point dans cette explication le moindre reproche envers vous, mais uniquement le souci de rétablir une vérité qui doit être chère à tous, c'est-à-dire à vous comme nous.

Travail

service, qui nous permettent de nous évaluer les uns les autres.

Reprocher au travail d'être trop long, polluant, en miettes, dangereux, de n'être pas créateur, pas rationnel, de n'être plus ce qu'il était, de profiter toujours aux mêmes, etc., implique chaque fois la possibilité d'un travail idéal, enfin absolument gratifiant et déculpabilisant.

Telle qu'elle a été menée jusqu'ici, la critique du travail conduit donc indirectement à le justifier.

Je propose une perspective tout à fait différente. Au lieu de nous plaindre que le travail nous fatigue, demandons-nous de quoi il nous repose. On trouvera peut-être alors de nouveaux éléments pour expliquer la servitude ambiguë (volontaire ? involontaire ? agréable ? désagréable ?) dans laquelle il nous maintient.

Or le travail repose effectivement :

1) De la notion de notre insécurité matérielle. On engrange, on prévoit, on organise. On corrige, car le travail crée de nouveaux risques... Cet argument de l'insécurité matérielle est celui qu'on entend le plus souvent. Il a pour corollaire celui de la solidarité, et fait appel aux notions de mérite, d'épreuve, de

2) De la conscience d'exister pour rien, en d'autres termes : de l'insécurité psychologique - ou métaphysique. En perfectionnant sans cesse les moyens, en améliorant le rendement, en faisant comme si tout cela avait du sens, je n'ai plus à m'interroger sur le sens de toutes nos entreprises. Je suis utile, je sers, je suis sauvé.

3) Plus précisément, d'avoir à me penser seul. Cf l'expérience douloureuse de la mise au chômage ou à la retraite. Au travail, je suis compris, je participe. Et même dans le cas où, cherchant de nouvelles voies, je fais un pas de côté : je ne suis pas encore compris, mais ça viendra....

Ainsi le travail apparaît-il bien comme une religion : il me relie aux autres, renvoie à un ordre, une rationalité. Seule une critique montrant qu'il n'est pas la meilleure manière de vivre avec les autres, qu'il est le désordre même et irrationnel malgré toutes ses prétentions à la fonctionnalité, a des chances de nous faire prendre un peu de recul.

(à suivre)

Les loisirs constituent ainsi un réseau de services dont le but est de stimuler une demande de nature, d'exotisme, de culture, de nouveauté, d'authenticité, voire de solitude. Ils visent essentiellement des consommateurs, et cela au moment même où ils les invitent à «créer» (cf. bricolage, résidences secondaires, stages chez les artisans). Ils achèvent de rendre marchand tout ce qui était encore gratuit (les déserts, la neige, les rencontres de hasard) et de mettre les citoyens sous surveillance (ex. : les Maisons des Jeunes, les Clubs du Troisième Age, les réglementations sur le camping).

Au singulier, le même mot pourrait nous entraîner hors des sentiers battus. Mes loisirs, en effet, c'est encore pour m'occuper. Mais pourquoi me faut-il toujours absolument faire quelque chose ? Réponse possible : pour refouler mon loisir. Un loisir qui me ferait

toucher la gratuité absolue du sens que je donne aux choses et de toutes les entreprises où je cherche qualification et gratifications....

Dans cette perspective, la religion du travail et celle, complémentaire, des loisirs, apparaissent alors comme une fuite compulsive devant une fondamentale angoisse.

N.B. : L'écologie politique n'est-elle pas elle-même une fuite ? Elle ne s'est déterminée jusqu'à présent qu'en faveur de la paresse. Mais en refusant que nous en fassions de trop, elle ne conteste pas pour autant qu'il faille faire. Travailler «à l'économie» conserver intégralement l'utopie d'une rationalité - d'un ordre - qui permet de mesurer chacun aux services qu'il rend. Le loisir de l'existence (son vide, sa non-justification absolue) est une fois de plus refoulé au profit de l'existence comparée.

1 - Si l'idée de créer le C.A.P. a vu le jour en 1971 à la centrale de Melun où je me trouvais alors, il convient de préciser que sa création effective n'a eu lieu qu'en 1972 en total accord avec le G.I.P. Il est donc faux de dire que le G.I.P. a pris en 1972 des contacts avec des «responsables» du C.A.P. à l'intérieur des prisons. Ce qui est vrai, c'est que le G.I.P. entretenait alors des relations avec certains détenus (dont moi-même), qui osaient «bouger».

2 - Le G.I.P. et le C.A.P. n'ont jamais fusionné. Il y a seulement eu entre le G.I.P. et les détenus libérés qui fondèrent ultérieurement le C.A.P. des rapports privilégiés ainsi qu'une pensée et un combat communs. Cela jusqu'au moment où la naissance du C.A.P. nous est apparue à tous réalisable.

3 - Le G.I.P. n'a jamais, à ma connaissance, réclamé l'incarcération du notaire Leroy. Il n'a pas pris de position tranchée dans cette affaire. Le C.A.P. qui a vu le jour à cette époque a simplement réclamé la libération de tous les ouvriers emprisonnés sur lesquels ne pesaient pas plus de preuves que sur Leroy.

Il convient donc de retenir de façon claire et définitive que le C.A.P. n'a fait aucun coup de force contre le G.I.P. ; qu'il n'y a eu aucune scission ; que le C.A.P. s'est créé spontanément, mais en plein accord avec les animateurs du G.I.P. dont Michel Foucault, Claude Mauriac, Gilles Deleuze, J.M. Domenach, Daniel Deferre etc., animateurs qui nous ont aidés et soutenus à titre individuel, même après la dissolution volontaire du G.I.P.

Serge Livrozet

Sur le terrain

LES ECOLOGISTES N'ONT PAS VOTE !

Ils étaient 250 000 anti-nucléaires à Bilbao !

POUR NAVIGUER Cet été dans ambiance sympa et amicale sur un voilier de 14 m que nous avons construit nous-mêmes, nous cherchons quelques équipières ou équipiers connaissant un peu la voile et participant aux frais. Croisières de 15 jours ou un mois en Bretagne sud en juin et juillet. Tour d'Espagne et du Portugal en août, Corse, Sardaigne et éolienne en septembre. Écrire avant la fin mars à Alain Vanlaetem, 2bis rue du Réveillon 91800 Brunoy.

ALPES Nous sommes 2 jeunes couples à la recherche de la vraie nature et nous aimerions trouver une ou des personnes complaisantes afin de nous héberger pour les nuits des 8 au 10 avril dans la région des Alpes. Nous ne sommes pas bien encombrants et sommes prêts à participer financièrement. Écrire à Jean-Michel Fournier, Bat. R Esc. 3 Apt 2, rue Georges Quarante 80000 Amiens.

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL DE LA RECONCILIATION Branche française de l'I.F.O.R., organise les dimanche 30 avril, de 9 h à 19 h, et lundi 1^{er} mai, de 9 à 12 h, son congrès annuel sur le thème : « Pouvoir d'Etat et contre/autres pouvoirs », à Strasbourg. Renseignements et inscriptions au secrétariat du M.I.R., 5 rue Thorel 75002 Paris, avant le 12 avril.

NATURE ET VIE Organise son 7^e congrès national, « La santé dans la sécurité », au palais des congrès 56100 Lorient, les samedi 1^{er} dimanche 2 et lundi 3 avril. Renseignements : Nature et Vie, 9 rue du Village Kervénanec 56100 Lorient. Tél. (97) 37.05.41.

L'ART ENGAGÉ AU JAPON Est trop ignoré en France. La venue en France de Toshi et Iri MARUKI en mai et juin peut changer cet état de fait. Leur engagement pacifiste, antimilitariste remonte aux années trente où ils étaient parmi les seuls à opposer à la guerre atroce de l'impérialisme japonais en Chine. Les bombardements atomiques les décidèrent à se consacrer entièrement à leur art, au témoignage de l'horreur guerrière et nucléaire. Huit panneaux sur sole de quelque huit mètres sur deux furent créés dès 1950. De nombreux autres suivirent, prenant comme thèmes les retombées radioactives de Bikini aux holocaustes de Nankin et d'Auschwitz.

En mai et juin 78, une exposition itinérante ira de Normandie (1^{er} au 6 mai), en Bretagne (7 au 13 mai), au pays basque (14 au 20 mai), à la vallée du Rhône (21 au 27 mai), à la Franche-Comté (5 au 11 juin), à l'Alsace (12 au 18 juin) et finalement à Paris (19 au 24 juin), sans oublier des étapes importantes comme le Larzac. Un travail de peinture et de croquis dans chaque région sera exécuté, particulièrement parmi la population laborieuse, les artistes et les artisans. Il aura également lieu dans des maisons d'art populaire, maison des travailleurs, MJC et autres lieux vraiment public (animation populaire, chansons, danses, rencontres).

Votre aide et vos conseils seraient donc les bienvenus pour le choix de 7 locaux d'exposition et pour l'animation culturelle populaire. Toute personne ou association qui participent du même esprit pacifiste peuvent contacter les organisateurs. - Dejeammas Pierre, 34 rue de Mareilhac 33200 Caudéran Bordeaux. Tél. (56) 08.02.41.

- Tourbet Christian, 18 rue Montgallé 75012 Paris. Tél. 280.68.44, poste 282

- Gérard Philippe, 1bis Bd Clémenceau 10600 La Chapelle St Luc. Tél. (25) 43.94.72

AUTOCOLLANTS Ecologie 78 : encore disponible pour expédition immédiate. 1,20 F l'exemplaire port compris jusqu'à 99 ex., 0,80 F au-delà.

D'autre part, Ecologie 78 Béarn diffuse une plaquette de Michel Rodès sur «La question écologique». Ecologie 78 Béarn, 5 rue d'Aspes 64400 Oloron. Tél. (59) 39.22.62.

FAIRE REVIVRE LE MILIEU RURAL But d'une nouvelle association, «Serpentaire». Elle organise des spectacles de qualité dans un milieu où traditionnellement il ne se passe rien.

Premier récital le 15 septembre à Vaudesson (220 hab.) entre Laon et Solssons. Serpenteaire a aussi l'intention de mettre sur pied des conférences et des débats, notamment sur le thème du nucléaire et de l'écologie dans l'Aisne.

Elle est à la recherche de toute personne désirant l'aider à concrétiser ses projets. Contact : Michel Hamel, 2 Bd Vasco de Gama 51100 Reims.

STAGE SKI DE FOND ET ECOLOGIE Du 27 mars au 1^{er} avril, La Chapelle en Vercors. Prix imbattable : 400 F tout compris. Programme : cours de fond avec moniteurs diplômés, randonnées de découverte de la nature dans des sites remarquables, le soir films et débats sur les équilibres naturels et leur protection.

Vous ferez vous-mêmes la cuisine avec les 20 personnes du stage (ambiance et produits bios, bien évidemment !). Inscriptions : club Léo Lagrange, 182 cours Berriat 38000 Grenoble. Tél (76) 96.60.79.

SOIREE ECOLOGIQUE SUR LES RAPACES D'EUROPE Le 23 mars à 20 h 45, mairie de Meaux avec projection de 2 films couleurs, «Pyrenées, montagne aux aigles» et «Solagne, paradis des oiseaux». Un débat suivra animé par le fonds d'intervention pour les rapaces.

Renseignements : Jean Barbe, 15 rue G. Courtelles 77100 Meaux. F.I.R. 60 rue Sartoris 92250 La Garenne Colombes.

MONTEE DU RACISME Le comité MRAP d'Orléans organise le mardi 21 mars à 20 h 30 dans la salle des fêtes du Baron, un gala de soutien avec le trio New Yorkais de jazz Sam Rivers. En première partie se produira Imad et ses chants palestiniens. Contact : MRAP, c/o Marie-Claude Gelbon 200 rue de Bourgogne 45000 Orléans.

LIEU CHOUETTE «Nous sommes installés dans une «campagne», au bord d'une pinède entre les Cévennes et la mer. Nous avons choisi d'y vivre, d'y tisser, d'y réaliser des spectacles, d'y monter un café-théâtre, d'accueillir de nombreuses expériences. Notre atelier de tissage fonctionne toute l'année, il est ouvert à ceux qui désirent s'initier ou se perfectionner. Prochain stage : du 10 avril au 16 avril au domaine de Bésille 34530 Montagnac. →

Pour plus de renseignements : atelier «Le Bricoteau», Imaginaction, domaine de Bésille 34530 Montagnac.

LA MAIF ET LA CHASSE. Les enseignants et le personnel de l'Education Nationale ont une **mutuelle assurance**, la MAIF, qui a inclus les risques d'accidents de chasse à la liste des accidents couverts et ceci depuis deux ans. Je tiens à faire savoir à mes collègues mon désaccord avec la prise en charge d'une telle assurance chasse pour un corps de métier dont la vocation est celle exclusive de l'enseignement de l'éducation, principalement celle de la jeunesse devant être l'apprentissage du respect du bien de tous, la nature, la faune, la flore. J'invite par conséquent tous les enseignants non chasseurs, soucieux de l'urgence de la protection de la nature à réagir. - en rassemblant tous les pouvoirs, pour la prochaine assemblée générale qui aura lieu le 23 mars à Orléans.

- faire circuler une pétition.
- me joindre au 277.33.06 ou m'écrire, Michelle André 75 rue de Gravillier 75003 Paris.

SESSIONS A BETHANIE
- bases et stratégie de la non-violence évangélique
- retrouver ses racines
- jeûne et méditation
Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser à : Béthanie, centre de recherche et méditation 57960 Meisenthal

JEAN PIGNERO A envoyé une lettre ouverte à MM. Roland Cherniot (Nature et Progrès), François Lapoix (Jeunes et Nature), Pierre Samuel (Amis de la Terre), ainsi qu'aux autres membres du conseil d'information sur l'énergie électronucléaire au sujet de leur participation à ce conseil. Il estime que leur participation donne l'aval nécessaire au gouvernement pour des réalisations suicidaires comme Super-Phénix. J. Pignero, APRI, 12 rue des Noyers, F. Crisenoy 77390 Verneuil l'Etang.

JE M'APPELLE JOHANNES LOUTHOUMBE Document audio-visuel sur le problème des investissements français en Afrique du Sud. Il existe en diaporama et en film 16 mm son-optique. Il peut être demandé à Claude Collin, apt. F 11.12, 100 galerie de l'Ariquin 38100 Grenoble. Tél. (76) 09.09.16

GUS propose week-end retrouvailles à tous les copains de Clermont-Ferrand et d'ailleurs, en vue discussion projets communautaires ou autres. Prendre contact s.v.p. Josiane Kieffer Pradelles 63 750 Meseix.

BOMBARDE Patrick Antoniol, j'ai perdu ton adresse. Ecris moi que je puisse te payer. Asselin

NAISSANCE Une rencontre des groupes locaux de Bretagne et de l'Ouest centrés sur l'accueil du nouveau-né et la «naissance sans violence» aura lieu à Saint Briec du 29 avril au 1^{er} mai prochains.

Ses objectifs sont de permettre la confrontation des expériences et des actions menées localement et dans les différents départements de l'Ouest.

Pour tous renseignements et pour les inscriptions à ce rassemblement, écrire dès que possible au «Groupe bien naître», chez M.-C. et R. Legal, 4 rue de Prague 22000 Saint Briec

BRETAGNE «FETE ANTI-FOIRE»

Le samedi 18 mars à Guingamp (22), plusieurs milliers de peaux d'animaux plégés, gazés, empoisonnés sont vendues chaque année.

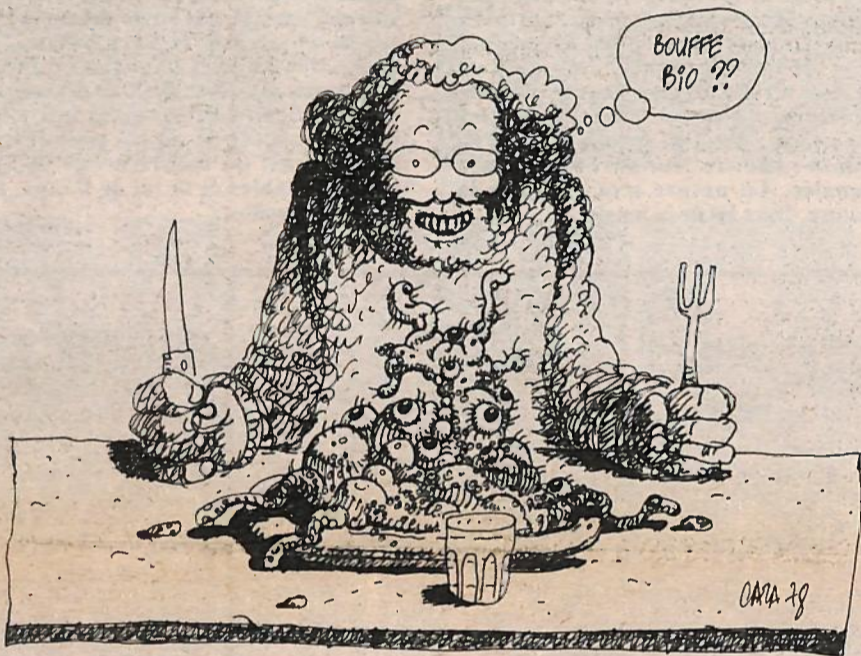
Parce qu'ils ont le tort de manger quelques faisans que les chasseurs auraient voulu tuer par plaisir, environ 10000 renards sont massacrés chaque année dans les Côtes-du-Nord; les blaireaux disparaissent, gazés avec les renards. Hermelines, belettes, foulines, martres ne se rencontrent plus guère que les pattes broyées entre les mâchoires d'un piège.

Les foires à la Sauvagine, sinistre trafic de peaux, sont de véritables encouragements au massacre de la faune.

Sans violence, sans provocation envers les chasseurs, pour éviter le type d'agression dont nous avons été victimes l'an passé, nous organisons une fête en parallèle à cette foire. Pour faire comprendre au public l'inutilité d'un tel massacre et montrer que les porteurs de fusil ne sont pas les seuls à s'intéresser à la nature, nous devons être les plus nombreux possible à Guingamp, à 10 h, place de la gare.

«Défilé avec déguisements, musiques, banderoles, pique-nique sur la place publique, films, expos sont au menu de la journée.

Eviter tous slogans agressifs ou provocateurs à l'égard des chasseurs. Nous éviterons le lieu de la foire pour éviter toute violence.



AU PROGRAMME D'«A la bonne heure», émission télévisée sur TF1 :

- jeudi 16 mars, 18 h, ils retraités de la misère

- vendredi 17, calvitie : attention, charlatans ?

- lundi 20 mars à 18 h : de l'eau à tous les prix.

- mardi 21 mars à 18 h : Inutiles, les poubelles ?

- mercredi 22 mars à 18 h 15 : super-8 = réservé pour touristes

- jeudi 23 mars à 18 h : maths : échec à l'échec.

- vendredi 24 mars à 18 h : maths : tremplin pour la réussite

Rectificatif : 16 mars : retraite : le fonds national de solidarité, qui peut en bénéficier ?

«UNE SOCIETE SANS NUCLEAIRE» «C'est le titre d'un film «utopique» qui pourrait voir la lampe de la lanterne magique si vous nous fournissez des documents sur des expériences d'autonomie et d'autarcie écologique, retour à la nature, événements de Malville, agribio, autogestion (LIP), Larzac. Tous films, photos, livres, disques, adresses sont les bienvenus. Ecrire à Michel Bernard 17 rue Laënnec 69300 Caluire.

CONCERTS. Alan Morvan Chesneau et le groupe Ker Bro poursuit sa série de concerts.

Samedi 18 mars. MJC Pasteur. Cité Pasteur, 51 route de Levens 06 000 Nice.

Jeudi 23 mars. MJC du Port Marchand 83 Toulon. Soirée à 21 heures.

Vendredi 24 mars, Samedi 25 mars. Café théâtre de la Plaine, 10 rue Vian 13 006 Marseille. Les deux soirées ont lieu à 21 heures.

Jeudi 30 mars, Vendredi 31 mars. Cercle Celtique de Fousnant 29. Les deux soirées ont lieu à 21 heures à la salle des fêtes.

FESTIVAL J.J. ROUSSEAU

A Montmorency, du lundi 22 mai au dimanche 28, sont prévus des concerts folk, rock, des expositions photos, des soirées cinéma, des débats (Rousseau et la nature, Rousseau et le voyage, etc....)

Nous avons besoin de gens dynamiques, pour organiser et participer à cette semaine

Contact : Philippe Guerrier, 7 allée des Tamaris, 95160 Montmorency ou MJC des Gallerands, tél. 964 83 88



Administration
BP 26
71800 La Clayette

Téléphone : (85) 280024

Télex : ECOPOLE 801630F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public Télex PTT, il est possible de nous envoyer des articles. De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour, avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous le mettions sur bande perforée).

SARL Editions Patatras au capital de 2100F

Directeur de publication
Georges Didier

Abonnements :
170 à 250 F selon vos revenus,
180 F minimum pour l'étranger,
150 F pour les collectivités,
75 F pour cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards.
Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
Les Editions Patatras
BP 26
71800 La Clayette

Changements d'adresse :
Joindre la dernière bande d'envoi et 2F en timbres.

ABONNEMENT

170 à 250 F selon vos revenus:
180 F minimum pour l'étranger:
150 F collectivités:
75 F cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards:

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de:
Editions Patatras
BP 26
71 8000 La Clayette.
(écrire en capitales)

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

.....

Ville.....

Code.....

papier

CH'GALIBOT n° 4 vient de sortir avec au programme un dossier sur la justice, le procès de Franck Duppin à Lille, et le compte rendu de la venue de Guéna dans la région lensoise. Il ya aussi plein d'autres informations sur la région de Lens.

Il nous reste encore quelques n° disponibles...

n°1: La crise de la gauche, l'histoire d'une MJC.

n° 2: Chirac dans la région, dossier sur les travailleurs algériens, la condamnation à mort de Michel Rousseau à Douai.

n° 3: Le nucléaire dans la région du Nord, un film tourné à Lens, l'histoire de Mandrin, la crise de la gauche, le rapport Pelletier sur la drogue.

Tout ça est à commander à Ch'Galibot BP 39, 62 440 Harnes. Avec 2,60 F en timbres poste. On accepte aussi les dessins, poèmes, etc...

PAYS REPARAIT... C'est un projet, mais il a besoin, dès le départ, d'être assuré d'un minimum de lecteurs. L'équipe vous demande donc de souscrire, souscription transformable en abonnement dès la réparation. Tarifs : 6 mois, 105 F, 12 mois 200 F, soutien 300 F.

La souscription sera remboursée si «Pays» ne revoyait pas le jour. Chèques à l'ordre de la S.G.P.E., 13 cours Bosquet 64000 Pau.

201 SOMMAIRE

Page 2: Les élections, encore les élections, mais le marathon s'achève. Courage!

Page 4 et 5: D'ailleurs l'autonomie demeure et pousse, vivace, envers et contre tout. (reportage de P. Blanquart)

Page 6: Les AT de Lille ont pensé au troisième tour des législatives.

Page 7 : et l'écologie, c'est encore et surtout le réseau N+1.

Page 10: Où en est le verdissement des partis politiques? Question intéressante entre les deux tours, n'est-ce pas?

Page 11: Tous les scores des «verts» (hum!).

Page 14-15: J.M. Asselin a rencontré le Sahara libre.



MALVILLE :
TOUT EST A FAIRE

Nous avons fait la campagne électorale pour attirer l'attention des électeurs sur un sujet vital systématiquement escamoté par tous les candidats classiques ; le développement du nucléaire symbolisé par le projet de Malville.

Pour nous il est évident que les élections législatives ne peuvent tenir lieu de consultation sérieuse de la population sur l'usage du nucléaire (nous continuons à exiger un référendum après, une information réelle). Il apparaît que pour de nombreux écologistes antinucléaires actifs, la toute première urgence est de se débarrasser de ceux qui veulent à tout prix construire Malville même sous la protection de CRS. Par ailleurs le maintien d'un candidat Écologie 78, Daniel Bret, peut permettre à ceux qui le veulent d'exprimer avant tout leur déception légitime vis à vis des partis traditionnels, notamment pour le nucléaire.

Par conséquent, nous jugeons inutile notre maintien sur la scène électorale et retirons notre candidature (Jean Kergrist) A chacun d'apprécier par quel vote il agira le plus efficacement pour l'arrêt de Super Phénix. Mais voter ne suffit pas ! Il faut rester vigilant et prêt à contrecarrer toute nouvelle majorité qui continuerait la construction de Malville : en effet on ne peut déclarer «vouloir rompre avec la logique du développement capitaliste» et en même temps poursuivre la réalisation d'un programme nucléaire qui traduit parfaitement cette logique inhumaine

Associations de la région
de Malville
opposées à Super Phénix

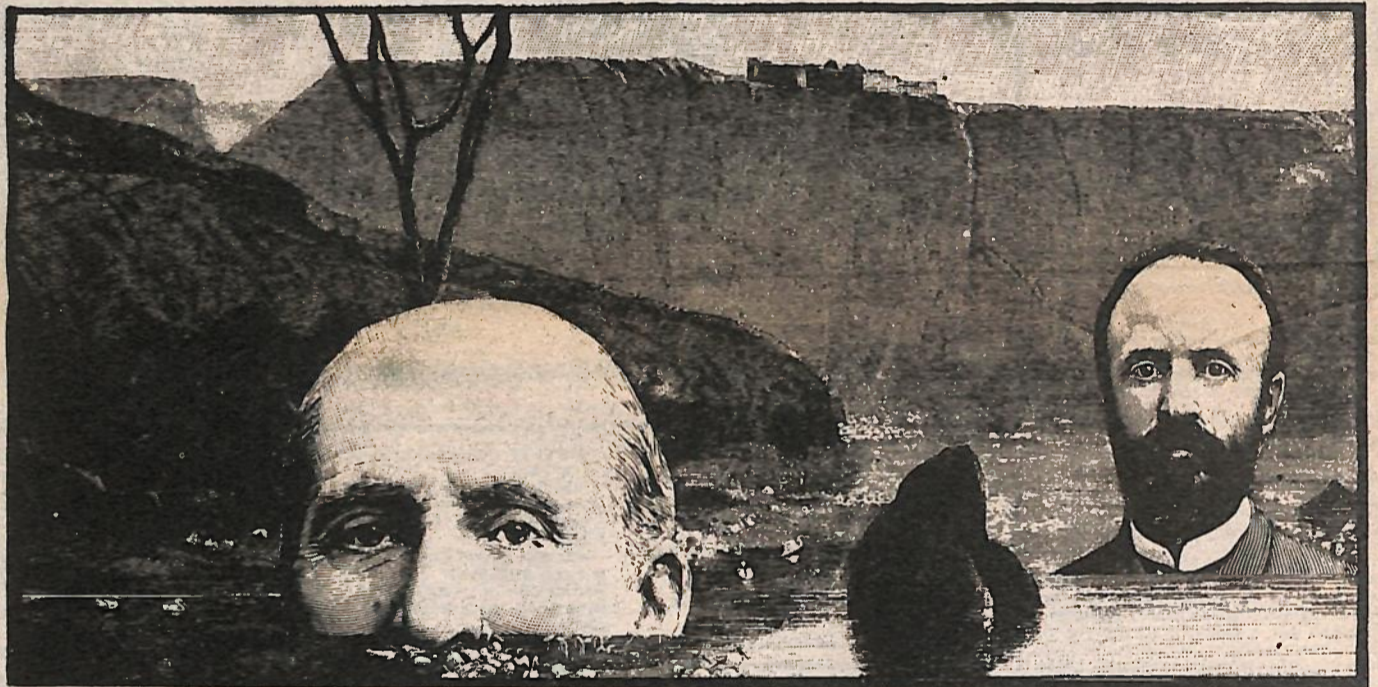
LES BEAUX DIMANCHES FOUS DE MARS

C'est Boris Vian, je crois, qui disait : «je hais les dimanches». Les dimanches de vote, surtout. Dimanches de solitude, dimanches froids, où la démocratie joue à être démocratique, où les bateleurs sur leurs tréteaux, ont achevé leur derniers ronds de jambe, dimanches où je reste au chaud, regardant par la vitre les fidèles se ruer à la messe, tendres lapereaux, oreilles frémissantes, s'en allant remettre leur sort aux grands squales. La nature sera toujours la nature. Dure loi de la jungle.

Abstentions : 100%. La République des Égaux est proclamée. Le suffrage universel est la traduction moderne de la servitude. Le baromètre électoral nous donne le degré d'aliénation des électeurs. Les notables se cooptent dans l'urne, tels les têtards dans la mare foetale. De délégation en délégation, imbriquées comme des poupées chinoises, le cacique émerge et pose ses fesses sur nos vies, lance ses flics sur nous, amène ses médias, met à l'ombre les déviants, garde les tables de la loi de l'Etat. Et nous écabouille.

bêtises. Heureusement Servan Schreiber relance l'intérêt de la soirée, en lorgnant Marchais avec l'œil du baron qui trouve son valet de pied dans le lit de la baronne. Lecanuet a l'air méchant du calotin qui a écrasé une punaise sur son prie-dieu, Mitterrand susurre que de toutes façons, la réunion du lundi avec le PC, c'est le PS qui en avait eu l'idée depuis longtemps.

Et les écolos dans ce comice ? Pas la queue d'un ! Si, en fin de soirée,



Dessin extrait de « Une biographie » de Chummy Chumey.

Et avec ça, Cloclo qui nous lache ! EDF assassins ! Ils ont eu Claude François, électrocuté dans sa baignoire, comme Marat, en tripotant une douille. Snif ! C'eut été Dupont, routier de son état, que la chose eut fait moins de groupies en deuil. Sommes nous bien égaux devant la mort ?

Sommes nous bien égaux devant la loi, quand le président élu de tous les français et du groupe Empain-Schneider par alliance, nous olympise ses ultimes conseils après la clôture de la campagne, pression mesquine de camelot baratinneur avec ses arguments boutiquiers : votez avec la raison !

Et si ça chantait à la France de voter pour une fois avec passion ? Contre les raisons glacées du fric. Sommes nous bien égaux devant les étans du cœur ?

Dimanche soir, la classe politique relève les compteurs et l'angoisse «atroce, despotique, sur son crâne incliné plante le drapeau noir». C'est l'heure de vérifier si les investissements en intoxication rapportent. Angoisse analogue à celle du chirurgien guettant le réveil du patient lobotomisé : comment va-t-il réagir ?

A quand le coma électoral dépassé ? Inscrits : trente millions. Votants : zéro.

Les parents votent, les enfants trinquent il est vingt heures : la France attend le verdict en se rogeant les ongles : gauche 50%, droite 48%, écologistes 2%, abstentionnistes 16%. C'est alors que commence la soirée électorale proprement dite, pur chef d'œuvre, happening verbal, un de ces moments qui coûtent pas cher et qui réjouissent la panse de l'honnête homme. Ça jubile sur commande, ça se congratule à qui mieux-mieux. Tous les partis sortent vainqueurs des élections. La majorité ? N'en parlons plus, minoritaire qu'elle est, écabouillée. La gauche ? Progression enrayée, voix divisées, et d'abord arraisonnez-vous l'extrême gauche, oui ou non, ces casseurs déchainés qui ont mis la rue Lafayette à feu et à sang ? Pauvre Krivine, pauvre Arlette, pauvre Mousel, qualifiés d'autonomes bouffeurs de vitrines, eux si polis, si gentils ! Pourquoi pas Baader pendant qu'on y est !

A gauche, on pèse ses mots. Marchais fait durer le suspense et finit par inviter les socialistes à causer lundi. Du coup chacun en fait autant. Chirac annonce une réunion de la minorité, Soisson parle devant un micro débranché, comme un poisson rouge dans un bocal. A mon avis, c'est un coup signé Barre. On avait peur que Soisson dégoise trop de

Delarue qui rappelle le non-désistement, la liberté de vote laissée aux électeurs. Il était bien inutile d'ajouter qu'Écologie 78 dénoncerait les contrevenants. On n'est pas des flics.

La soirée s'avance et les lecteurs nous téléphonent les résultats. Les verts font une moyenne de 5% là où ils se présentaient. Et comme ils n'étaient pas présents partout, cela explique le score national. Les vedettes sont les citadins et les zones sensibles (Flamanville, Alsace) Evidemment : les gens sont plus sensibilisés dans les villes que dans les campagnes. Pour le reste de l'exégèse, consultez vos extra-lucides favoris...

Vers trois heures du matin, je devine à quoi pensent les écolos : ils songent à l'énergie et au fric dépensés en se demandant si cette agitation aura fait réfléchir les gens, aura fait avancer ou reculer l'action écologique. Quand à l'arbitrage écolo du deuxième tour, je sens que ça va grenouiller sec jusqu'à dimanche. Mais je ne me fais pas de souci : des citoyens conscients et informés n'ont pas d'ordre à recevoir.

Nous étudierons cependant toutes les propositions de la gauche à partir du quatrième zéro sur les chèques. Au porteur, évidemment...

Arthur